

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



LANGUAGE : FRANÇAIS
ORIGINAL : FRANÇAIS

Profil Genre de la République centrafricaine

Le présent rapport a été préparé par M^{me} Zéneb TOURE, Chargée principale de la Société civile ORQR4, avec l'appui de M^{me} Vonifanja ANDRIANAONITSOA, consultante internationale, experte en genre et développement et de M^{me} Rosalie KOUDOUGERET, consultante nationale en genre.

Pour toute question concernant ce document, veuillez-vous adresser à :

M. Simon Mizrahi, Directeur, ORQR, Poste 20 66

M^{me} Ginette U Yoman, Chef de Division, ORQR4, Poste 21 19

M^{me} Zéneb Touré, Chargée principale de la SCO, ORQR4, Poste 38 61

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

© Banque africaine de Développement

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



LANGUAGE : FRANÇAIS
ORIGINAL : FRANÇAIS

Profil Genre de la République centrafricaine

Tunis

Novembre 2011

Table des matières

Table des matières	5
Sigles et abréviations	7
Résumé analytique	9
I. Introduction	13
1.1 Contexte et justification	13
1.2 Objectifs	14
1.3 Méthodologie	14
1.4 Structure du rapport	15
II. Le contexte national	17
2.1 Données générales sur la RCA	17
2.2 L'économie de la RCA	17
2.3 Les facteurs socioculturels influant sur les relations entre hommes et femmes	18
2.4 La situation de pauvreté influant sur les relations entre hommes et femmes	20
2.5 La situation de pays « post conflit » influant sur les relations entre hommes et femmes	22
III. Les cadres institutionnel, politique et juridique du genre	25
3.1 Le cadre institutionnel étatique du genre	25
3.2 Le cadre institutionnel non étatique pour le genre	25
3.3 Le cadre politique pour le genre	26
3.3 Le cadre juridique relatif à la question de genre	27
IV. L'analyse de genre par secteur	31
4.1 La situation des hommes et des femmes en matière d'emploi et d'activités économiques	31
4.2 Les relations entre hommes et femmes dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sécurité alimentaire	33
4.3 La situation du genre dans le domaine foncier	36
4.4 La situation du genre dans le domaine de la santé et la santé de la reproduction	37
4.5 La situation du genre dans l'éducation	39
4.6 La situation du genre dans le secteur des infrastructures	42
4.7 La situation du genre dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	43
4.8 La situation du genre dans le secteur minier	45
V. Le genre et les thèmes transversaux	47
5.1 La situation des hommes et des femmes dans le processus de prise de décision	47
5.2 La Violence basée sur le Genre	49
5.3 Les questions de genre dans l'environnement et les changements climatiques	51
5.4 Les questions de genre dans la lutte contre le VIH/Sida	53

VI. Conclusion	57
-----------------------	-----------

VII. Les principales recommandations et les actions prioritaires	59
---	-----------

7.1 Les principales recommandations	59
-------------------------------------	----

7.2 Les actions prioritaires	60
------------------------------	----

Liste des tableaux et encadré

Tableau n° 1 Répartition (%) selon le groupe socioéconomique et le sexe du chef de ménage	30
---	----

Tableau n° 2 Répartition par sexe des cadres moyens et supérieurs	31
---	----

Tableau n° 3 Répartition selon le sexe et le statut juridique des unités économiques créées en 2009	31
---	----

Tableau n° 4 Taux brut et taux net de scolarisation en 2006-2007 et 2007-2008	39
---	----

Tableau n° 5 Évolution des effectifs des étudiants à l'Université de Bangui	40
---	----

Tableau n° 6 Représentation féminine dans les instances de décision publiques	47
---	----

Tableau n° 7 Représentation féminine dans le secteur de la Justice	48
--	----

Tableau n° 8 Représentation féminine dans les délégations spéciales des Communes	48
--	----

Tableau n° 9 Ressources énergétiques utilisées par les ménages pour la cuisson au niveau national et par milieu de résidence	52
--	----

Encadré Le contexte national relatif au genre : les défis à relever	29
---	----

Annexes

1 - Glossaire des termes et concepts	63
--------------------------------------	----

2 - Références bibliographiques	67
---------------------------------	----

3 - Les recommandations suite à l'élaboration du PGP de la RCA	70
--	----

4 - Liste des personnes rencontrées par la mission et leurs coordonnées	78
---	----

Atelier de restitution des premières conclusions de l'étude pour l'élaboration du profil genre de la RCA	86
--	----

Liste des tableaux et encadré	89
-------------------------------	----

Sigles et abréviations

AFAC	Association des Femmes d’Affaires centrafricaines
AGR	Activités génératrices de Revenu
AGVSAN	Analyse globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition
ARCAD	Programme d’Appui au Renforcement des Capacités pour le Développement
BAD	Banque africaine de Développement
BINUCA	Bureau intégré des Nations unies en Centrafrique
CAS-DFT	Compte d’Affectation spéciale de Développement forestier et touristique
CCC	Communication pour le Changement de Comportement
CCIMA	Chambre de Commerce, d’Industrie, des Mines et de l’Artisanat
CEDEF	Convention pour l’Élimination de toutes les formes de Discrimination à l’égard des Femmes
CEMAC	Communauté économique et monétaire d’Afrique centrale
CNLS	Comité national de Lutte contre le Sida
COMIFAC	Commission des Forêts d’Afrique centrale
DDR	Désarmement Démobilisation Reconstruction
DPI	Dialogue politique inclusif
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DSPPC	Document de Stratégie de Partenariat Pays conjointe
ECASEB	Enquête centrafricaine de Suivi Evaluation du Bien-Etre
ECVR	Enquête sur les Conditions de Vie en milieu rural
ECVU	Enquête sur les Conditions de Vie en milieu urbain
EDIC	Étude Diagnostic pour l’Intégration commerciale de la RCA
EDS	Enquête démographique et de Santé
ENERCA	Energie centrafricaine
EPT	Éducation pour Tous
FAO	Organisation des Nations unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
F CFA	Franc de la Communauté financière africaine
FEF	Facilité pour les États fragiles
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la Population
GIE	Groupement d’Intérêt économique
HIMO	Haute Intensité de Main-d’œuvre
ICASEES	Institut centrafricain des Statistiques et des Études économiques et sociales
IDH	Indice de Développement humain
IMF	Institution de Micro Finance
ISBL	Institution Sans But lucratif
ISDH	Indicateur sexo-spécifique de Développement humain
IST	Infections sexuellement transmissibles

LACCEG	Laboratoire de Climatologie, de Cartographie, et d'Études géographiques
MASSNF	Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples (<i>Multiple Indicators Cluster's Survey</i>)
OFCA	Organisation des Femmes centrafricaines
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PARCPE	Projet d'Appui à la Réhabilitation des Capacités en Planification économique
PDCAGV	Projet de Développement communautaire et d'Appui aux Groupes vulnérables
PF	Planification familiale
PFG	Point focal genre
PGP	Profil Genre Pays
PIB	Produit intérieur brut
PNA – EPT	Plan national d'Action de l'Education Pour Tous
PNLS	Programme national de Lutte contre le Sida
PNPEE	Politique nationale pour la Promotion de l'Égalité et de l'Équité
PNS	Politique nationale de Santé
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
RCA	République centrafricaine
RGPH	Recensement général de la Population et de l'Habitat
RNDH	Rapport national sur le Développement humain
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
SA	Société anonyme
SARL	Société à Responsabilité limitée
SAU	Société anonyme unipersonnelle
SFI	Société financière internationale
SNU	Système des Nations unies
SURL	Société unipersonnelle à Responsabilité limitée
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TCP	Travailleur pour Compte personnel
TNS	Taux net de Scolarisation
UNFPA	United Nations Fund for Population Activities
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'Enfance (<i>United Nations International Children's Emergency Fund</i>)
VBG	Violence basée sur le Genre
VIH/Sida	Virus d'Immunodéficience humaine/ Syndrome d'Immunodéficience acquise

Résumé analytique

La République centrafricaine (RCA) a connu vingt années de crises militaires et politiques et de conflits qui ont fait de ce pays l'un des plus pauvres de l'Afrique subsaharienne. Cependant, la situation sociopolitique s'est progressivement améliorée, et, en 2008, il y eut la signature des accords de paix globaux et la tenue du Dialogue politique inclusif (DPI). Toutefois, la situation du pays reste fragile, car l'insécurité et l'instabilité perdurent dans certaines régions.

Dans la Politique nationale pour la Promotion de l'Égalité et de l'Équité (PNPEE), et le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le Gouvernement centrafricain reconnaît la nécessité d'intégrer la dimension du genre dans le processus de décision, de consolidation de la paix et du développement. Cependant, le Gouvernement fait face, dans ce domaine, à des contraintes importantes comme l'absence d'un état des lieux sur la situation du genre, et le manque de données actualisées et désagrégées par sexe. Le Profil Genre Pays (PGP) permettra au Gouvernement, à la Banque africaine de Développement et aux différents partenaires de remédier à ces lacunes.

Estimée à 4 200 000 habitants, la population centrafricaine est caractérisée par une majorité de jeunes, de femmes et de ruraux, et un fort taux de migration des hommes et des jeunes. L'économie est dominée par l'agriculture de subsistance et le petit élevage traditionnel. Les ressources forestières et le diamant ne contribuent que marginalement au Produit intérieur brut (PIB), mais demeurent les principales sources des recettes d'exportations du pays.

La nature patriarcale de la société centrafricaine, la prédominance des unions libres, la polygamie, le mariage précoce et les règles coutumières qui privilégient l'homme en matière d'héritage exercent une forte influence sur les relations entre hommes et femmes et sous-tendent la situation défavorisée de la femme.

En moyenne, les ménages sont composés de 4,6 personnes, et on observe un taux important de ménages monoparentaux féminins (21,8 %). Les ménages dont le chef est une femme sont parmi les plus pauvres. 62 % des Centrafricains vivent en dessous du seuil de pauvreté (259 255,7 francs CFA en 2008). Les emplois sont à très faible productivité : 64 % de la population exercent dans la petite agriculture extensive, et 26 % dans le secteur informel urbain.

En ce qui concerne l'Indice de Développement humain (IDH), en 2007, la RCA se trouvait au 178^e rang sur 179 pays, et pour l'Indicateur sexo-spécifique de Développement humain (ISDH), elle est au 153^e rang sur 177 pays.

Les conflits armés ont affecté les femmes plus que les hommes. Les violences basées sur le genre (VBG) ont des impacts négatifs sur leurs activités et sur les conditions de vie des ménages qu'elles devaient prendre seules en charge. Les femmes ont pourtant joué un rôle important dans le processus de réconciliation et la diffusion de la culture de la paix.

Sur le plan institutionnel, les questions liées à la promotion du genre sont gérées par le ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille (MASSNF), par le biais de la Direction générale de la promotion de la femme. Des associations féminines et des partenaires au développement s'y impliquent également. Le cadre politique pour le genre comprend principalement les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le DSRP, la PNPEE, avec son plan d'actions, et le Document de stratégie de partenariat pays conjointe (DSPPC) pour le Groupe de la BAD et le Groupe de la Banque mondiale.

Quant au cadre juridique, la RCA a ratifié en 1991 la convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDEF), et dispose d'une constitution égalitaire pour l'homme et la femme, d'un Code de la Famille en cours de relecture, et de plusieurs lois en faveur de la femme. Néanmoins, l'effectivité de ce cadre juridique du genre est limitée par la prééminence des règles coutumières sur le droit positif.

Au niveau de l'emploi et des activités économiques, les femmes interviennent principalement dans les emplois à faible sécurité, à des postes subalternes et dans le secteur informel. Dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sécurité alimentaire, les femmes réalisent la majeure partie des activités, mais à cause du manque d'outils modernes, du faible accès aux intrants et au crédit, le rendement est faible et les revenus insuffisants pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition. L'accès des femmes au foncier est limité, du fait de la faiblesse de leurs moyens financiers et des pratiques coutumières inégalitaires entre hommes et femmes. En matière de santé maternelle, la situation est caractérisée par un taux de mortalité maternelle de 1102 pour 100 000 naissances vivantes, et un faible taux d'utilisation des méthodes modernes de planification familiale (9 %).

La fille est largement distancée par le garçon en termes de taux de scolarisation, et d'achèvement du cycle d'études. À cause de l'état très dégradé des routes, la circulation des personnes, des biens et des capitaux est limitée, et le coût du transport reste très élevé. Les femmes sont plus touchées que les hommes par cette situation, en raison de leurs faibles revenus et de l'insécurité qui persiste dans certaines zones. Un enjeu important pour l'égalité de genre se réside dans la gestion communautaire des points d'eau. En effet, la représentation masculine et féminine n'y est pas encore équilibrée.

Le travail des femmes dans les zones minières se limite à des activités informelles, ou faiblement rémunérées, ou dans le travail du sexe. D'une manière générale, on note la quasi-absence des femmes des différentes instances de dé-

cision. La VBG serait un phénomène répandu, mais il est très peu documenté. Les femmes ne jouent pas encore le rôle d'actrices à part entière dans la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Face au VIH/Sida, la femme centrafricaine est plus vulnérable que l'homme, en raison de ses connaissances limitées sur les moyens de prévention, et de ses faibles possibilités d'exiger une protection en cas de rapport sexuel à risque.

Les recommandations à l'endroit du Gouvernement centrafricain sont de renforcer le ministère chargé du Genre, de mettre en place un service de veille pour la prise en compte du genre dans le développement et de créer un Département pour l'entrepreneuriat et l'emploi féminins ; il s'agira aussi d'assurer le renforcement des capacités pour le suivi, l'évaluation et la budgétisation selon le genre, la mise en cohérence du cadre juridique pour le genre, et des actions de lutte contre les VBG. Pour la Banque africaine de Développement, il s'agit de prévoir des appuis institutionnels pour le ministère chargé du Genre, le Département de veille et le Département de l'entrepreneuriat et de l'emploi féminins. La BAD devrait aussi apporter une contribution à la lutte contre les VBG.

Les acteurs du développement devraient participer à l'actualisation de la PNPEE et de son Plan d'action, à l'opérationnalisation d'un système national de suivi et d'évaluation dans le domaine du genre, et à l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les VBG.

Les actions prioritaires sont de trois sortes :

- action prioritaire 1 : le renforcement institutionnel de la structure gouvernementale chargée du genre et du service de veille pour le genre ;
- action prioritaire 2 : l'appui au Département pour l'Entrepreneuriat et l'emploi féminins ;
- action prioritaire 3 : la lutte contre la Violence basée sur le Genre.

I. Introduction

1.1. Contexte et justification

1.1.1. La République centrafricaine (RCA) a connu pendant une vingtaine d'années des crises militaires et politiques ainsi que des conflits qui ont dégradé sa situation sociale et économique, et fait de ce pays l'un des plus pauvres et vulnérables en Afrique subsaharienne, malgré sa richesse en ressources naturelles. En 2003, la RCA a entamé un processus de consolidation de la paix, de l'unité nationale et de la relance économique. La situation sociopolitique s'est alors progressivement améliorée, avec l'organisation des élections présidentielles et législatives, en 2005, qui ont marqué le retour à la légalité constitutionnelle, et la mise en place de nouvelles institutions (Cour suprême, Cour constitutionnelle, Conseil économique et social, Haut Conseil de la Communication, Parlement, Gouvernement...). Les accords de paix globaux signés en 2008 par les principaux groupes armés qui étaient encore actifs, et la tenue du Dialogue politique inclusif (DPI), en décembre 2008, ont contribué à apaiser les tensions. Toutefois, la situation du pays demeure fragile, et c'est la raison pour laquelle la RCA fait partie du groupe des États fragiles qui bénéficient du concours de la Facilité pour les Pays sortant de Conflit (FPPC) de la Banque africaine de Développement.

1.1.2. Le pays dispose d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) couvrant la période 2008-2010 ¹, et qui comporte quatre piliers :

- (i) restaurer la sécurité, consolider la paix et prévenir les conflits ;
- (ii) promouvoir la bonne gouvernance et l'État de droit ;
- (iii) rebâtir et diversifier l'économie ; et
- (iv) développer le capital humain.

La prise en compte de la dimension genre figure parmi les priorités du DSRP. Le Gouvernement affirme dans ce document sa volonté de redonner aux femmes la place qui leur revient dans le processus de décision, et son soutien à leur pleine participation à la consolidation de la paix et du développement. Cette volonté était déjà explicite en 2005 avec l'adoption de la Politique nationale pour la Promotion de l'Égalité et de l'Équité (PNPEE).

1.1.3. Cependant, le gouvernement fait face à des difficultés importantes dans la planification, le suivi et l'évaluation du développement en raison de

¹ République centrafricaine, ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, *DSRP 2008-2010. Document de stratégie de réduction de la pauvreté*, Bangui, septembre 2007, 113 p.

l'absence d'un état des lieux sur la situation du genre et du manque de données actualisées et désagrégées par sexe. Le Profil Genre Pays (PGP) permettra d'améliorer les connaissances et la base de données sur les questions de genre en RCA, d'établir dans quelle mesure les résultats relatifs à la prise en compte du genre ont été atteints dans les domaines prioritaires pertinents du Groupe de la Banque, et enfin, d'identifier des actions prioritaires dans le domaine du genre. Les principales conclusions et recommandations du PGP serviront de base de discussions avec le Gouvernement et les autres intervenants sur les actions sexo-spécifiques souhaitables dans leurs politiques et interventions respectives. Par ailleurs, le PGP sera distribué à l'ensemble du personnel des départements opérationnels de la BAD, afin qu'il ait une connaissance de base lui permettant de tenir compte de la dimension du genre dans l'analyse, la conception, la supervision et l'évaluation des projets en RCA.

1.2. Objectifs

1.2.1. Le principal objectif du PGP est d'identifier, à court, moyen et long termes, les problématiques de genre pertinentes pour la réduction de la pauvreté, et qui doivent être traitées et intégrées dans les interventions du Groupe de la Banque, du Gouvernement de la RCA, ainsi que de celles des autres partenaires au développement.

1.2.2. De manière spécifique, le PGP de la RCA a pour objectif d'analyser les questions de genre qui affectent le développement économique et social du pays. Il fournira à la RCA et à la BAD des données fiables et désagrégées par sexe. Il vise à : (1) faire une analyse de la dimension genre dans tous les aspects et secteurs de développement où intervient la Banque ; (2) identifier les politiques et actions de genre pertinentes et importantes pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique, le bien-être humain et le développement durable ; (3) intégrer lesdites politiques et actions dans le dialogue et les programmes d'assistance au pays.

1.3. Méthodologie

1.3.1. La méthodologie repose sur une approche participative impliquant les différents intervenants dans le développement. Elle s'est fondée sur la consultation des différentes composantes de la société (les ministères, les organismes d'appui intervenant sur la question de genre, les organisations de la société civile et les associations de femmes), les échanges et discussions sur la situation du genre dans le pays, et la collecte des données, des informations et des études en matière de genre.

1.3.2. Une mission de terrain a été effectuée en RCA du 18 février au 4 mars 2010, pendant laquelle quatre activités principales ont été réalisées : deux réunions techniques de présentation de la mission, des rencontres et des

séances d'échanges et de discussions autour des problématiques de genre en RCA, des « focus group » et des entretiens pour la collecte de données et de documents sur le genre, et enfin, un atelier de présentation des premières conclusions, puis de recueil des commentaires et propositions des participants, qui sont intégrés dans le présent rapport.

1.3.3. La limite principale de cette étude est le contexte politique et la situation de sécurité précaires qui prévalent en RCA. Cette situation n'a pas permis à la mission, entre autres, de se rendre dans l'arrière-pays pour rencontrer les communautés de base. En effet, des groupes armés sévissent encore dans le nord et dans l'est du pays, et la RCA se trouve dans une sous-région où l'instabilité sociopolitique est latente. De plus, le pays vit une phase post-conflit et de consolidation de la paix, qui font que le fonctionnement de l'administration n'est pas optimal. La mission a rencontré des difficultés pour accéder aux documents pertinents et fiables.

1.3.4. Les données chiffrées de base utilisées dans ce document sont tirées principalement du Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2003. Certes, des données plus récentes existent (MICS-3² de 2006, ECASEB³ de 2008), mais elles sont focalisées sur des thèmes spécifiques. De plus, la désagrégation des données n'est pas systématique. Seul le ministère de l'Éducation dispose de données actualisées et désagrégées en termes de garçons et filles, et ce, grâce au Projet d'Appui à la Réhabilitation des Capacités en Planification économique (PARCPE) financé par la Banque. Pour élaborer le PGP, il n'y avait pas d'autre option que d'utiliser les données existantes, faute de disposer de résultats issus d'enquêtes plus récentes que le RGPH 2003, et de procéder à la triangulation des informations fournies dans les différents documents consultés, tels que le Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC), le Rapport de Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les Rapports du MICS-3, le Rapport ECASEB.

1.4. Structure du rapport

1.4.1. Le rapport comprend sept chapitres, y inclus cette partie introductive : le chapitre II présente le contexte national de la RCA, avec les données générales, l'économie du pays et les principaux facteurs qui influencent les relations entre hommes et femmes détaillés en facteurs socioculturels, en facteurs liés à la pauvreté et au caractère de pays en période post conflit. Le troisième chapitre traite des cadres institutionnel, politique et juridique du genre. Dans le chapitre IV est abordée l'analyse de genre par secteur : dans l'emploi et les activités économiques, dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sécurité alimentaire, le foncier, la santé, l'éducation, les infrastructures, l'eau et l'assainissement,

² *Multiple Indicators Cluster Survey* (Enquête par grappes à Indicateurs Multiples).

³ Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien-Être.

et enfin dans le secteur minier. Tandis que le genre et les thèmes transversaux font l'objet du chapitre V, notamment le processus de prise de décision, les violences basées sur le genre, l'environnement et les changements climatiques, le VIH/Sida.

Le sixième chapitre formule les recommandations et les actions prioritaires à entreprendre, et le septième et dernier chapitre présente les principales conclusions de cette étude.

II. Le contexte national

2.1. Données générales sur la RCA

2.1.1. D'une superficie de 622 984 km², la République centrafricaine (RCA), située au cœur de l'Afrique, est entourée par cinq pays : au Nord le Tchad, à l'Est le Soudan, au Sud la République Démocratique du Congo et la République du Congo, et à l'Ouest le Cameroun. La RCA n'a pas d'accès direct à la mer. Sa capitale, Bangui, se trouve à 1 450 km du port de Douala (Cameroun), à plus de 2 000 km de l'Océan Indien et à 3 000 km de la Mer Méditerranée. Avec une croissance démographique moyenne de 2,5 % en 2003, sa population est estimée à 4 200 000 habitants, dont 62,8 % vivent en milieu rural. Cette population est inégalement répartie sur le territoire national. La densité varie de 1 habitant au km² dans certaines régions à 9 295 habitants au km² à Bangui, où est concentré 1/6 de la population centrafricaine. La proportion de femmes est de 50,2 % et les jeunes de moins de 18 ans font plus de 50 % de la population totale. On observe d'importants flux migratoires (14 % de la population en 2003). En effet, la majorité des hommes (51,3 %) et des personnes en âge de travailler (15-59 ans) quittent leur régions d'origines, pour s'installer soit à Bangui et sa banlieue, soit dans les zones minières ou forestières ⁴.

2.1.2. Sur le plan administratif, le pays est divisé en 7 régions, 16 préfectures, 71 sous-préfectures, 2 postes de contrôle administratif, 174 communes urbaines et rurales et 9 500 villages/quartiers ⁵.

2.2. L'économie de la RCA

2.2.1. L'économie centrafricaine est dominée par le secteur primaire qui représentait, en 2008, 52,2 % du produit intérieur brut (PIB), suivi du secteur tertiaire (30,5 %) et du secondaire (12,1 %). L'agriculture de subsistance (28,5 % du PIB) et l'élevage (12,5 % du PIB) constituent les principales activités du secteur primaire. Les ressources forestières et minières (surtout le diamant), et les cultures de rente (essentiellement le café et le coton) sont les principales sources des recettes d'exportations et de revenus des populations en milieu rural ⁶.

⁴ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, Université de Bangui, LACCEG / Département de Géographie, *Atlas de la République centrafricaine (estimations à partir des données du RGPH 2003)*, 2008.

⁵ UNICEF, P. Feleima Moheresse, *Analyse du statut et des besoins de l'enfant et de la famille en RCA*, 2006.

⁶ Groupe de la Banque africaine de Développement – Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM, *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

2.2.2. La croissance économique commençait à être soutenue à partir de 2004, mais en 2008, la crise de l'électricité, la flambée des prix du pétrole, la crise alimentaire et la crise financière internationale ont concouru à la ralentir. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel, qui était négatif en 2003 (- 4,6 %), était passé à 4,2 % en 2007, puis à 2,2 % en 2008. Les recettes fiscales ne couvraient que 7,8 % du PIB et l'aide publique au développement est retombée à environ 4,7 %⁷.

2.3. Les facteurs socioculturels influant sur les relations entre hommes et femmes

2.3.1. Selon la Politique de la Banque, le genre se réfère aux différences sociales entre les femmes et les hommes qui sont acquises, susceptibles de changer avec le temps et largement variables tant à l'intérieur que parmi les différentes cultures.

2.3.2. La société centrafricaine est patriarcale. L'homme est le chef de la famille, il choisit le domicile familial, exerce l'autorité parentale, et, selon la loi, pourvoit aux besoins matériels de sa famille⁸. La société attribue le rôle d'épouse et de mère au foyer à la femme ; ce rôle est inculqué aux filles par leurs mères pendant les rituels du cycle de vie (excision dans certaines ethnies, mariage). Les pères, à travers les rituels tels que la circoncision, apprennent à leurs fils à être les futurs détenteurs du pouvoir et de l'autorité au sein de la famille et de la communauté. C'est ainsi que s'établissent les relations de genre, c'est-à-dire les relations entre hommes et femmes, qui sont des constructions sociales. En attribuant leurs rôles respectifs à l'homme et à la femme, la société institue entre eux des relations inégales, que les us et coutumes perpétuent et grâce auxquelles l'homme détient généralement le pouvoir de décision, et la femme lui doit soumission. Un accent particulier est mis sur l'encadrement du fils aîné, considéré généralement comme le successeur de son père dans la gestion du patrimoine familial. Dans les communautés musulmanes (10,1 % de la population totale)⁹, les liens étroits entre les traditions, la culture et la religion ont une influence particulière sur les comportements et les relations entre hommes et femmes, où l'autorité et le pouvoir de décision appartiennent presque exclusivement à l'homme.

2.3.3. La dignité d'une femme est tributaire de son statut matrimonial. Aux yeux de la société centrafricaine, c'est un déshonneur pour une femme, et, par extension, pour sa famille, de ne pas être mariée ou de ne pas vivre en union.

⁷ *Idem.*

⁸ Gouvernement de la RCA, Assemblée nationale, *Loi 97.013 portant Code de la Famille*, articles 254 et suivants, 1997.

⁹ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, *Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2003*.

2.3.4. Après son mariage, la femme va habiter chez son mari, qui est propriétaire de la maison. Elle quitte le domicile familial en cas de conflits conjugaux ou de séparation, avec ou sans ses biens personnels – ce dernier cas étant une violation des dispositions du Code de la Famille (art. 88).

2.3.5. La dot est une pratique « formalisée » par le Code de la Famille (art. 208) et l'avoir versée est la condition, pour le mari, de pouvoir donner son patronyme à ses propres enfants. Le versement de la dot marque l'union des deux personnes, même si celle-ci est souvent un « *concubinage notoire* », une expression utilisée par les femmes rencontrées par la mission pour parler de l'union libre.

2.3.6. De nombreux couples centrafricains ne sont pas mariés légalement : dans le cadre de l'enquête MICS3, 59 % des femmes de 15-19 ans en union ont déclaré vivre maritalement ou en union libre avec un homme ¹⁰. La conséquence de cette pratique est la précarité des unions et la fréquence des séparations, entraînant la dislocation de la cellule familiale. La femme et les enfants en sont les principales victimes, parce que, souvent, ils ne bénéficient plus du soutien matériel et financier du père de famille pour leur subsistance, contrairement à ce qui se passe dans le mariage légal, où le père de famille est contraint par la loi à subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants, et peut être traduit en justice pour abandon de famille et sanctionné, s'il ne le fait pas. De plus, le divorce ne peut être obtenu que par une décision de justice, et le père de famille est tenu, aux yeux de la loi, de verser une pension alimentaire à sa famille même après le divorce. Les intérêts de la femme et des enfants ne sont pas protégés de la même manière selon qu'il s'agit d'une union libre ou d'un mariage coutumier, puisque les règles coutumières ne sont pas aussi contraignantes pour le père de famille. C'est ainsi que l'union libre met la femme et les enfants dans une situation plus vulnérable que dans le cadre du mariage légal.

2.3.7. Le mariage précoce est une autre caractéristique des unions : l'enquête MICS3 a révélé qu'une femme sur cinq, âgée de 15 à 49 ans, a été mariée avant l'âge de 15 ans. Cette proportion est relativement plus élevée en milieu rural (22 %) qu'en milieu urbain (18 %) ¹¹. Le mariage précoce met en péril le développement des filles, souvent exposées à une grossesse précoce et à un niveau de fécondité plus élevé, à la mortalité maternelle, à la déperdition scolaire et à la violence domestique. Les femmes ont un faible niveau d'étude et de formation professionnelle. Et faute de qualification, elles ont moins de chance que les hommes d'accéder au monde professionnel, ce qui contribue à accentuer et à perpétuer leur vulnérabilité et leur pauvreté.

¹⁰ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Suivi de la situation des enfants et des femmes, MICS-3 2006 (Rapport préliminaire)*, Bangui, mars 2007.

¹¹ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Suivi de la situation des enfants et des femmes, MICS-3 2006 (Rapport préliminaire)*, Bangui, mars 2007.

2.3.8. En matière de succession, la coutume veut que les fils soient les premiers héritiers de leurs parents. Les filles ont la possibilité d'hériter à condition qu'il n'y ait pas d'héritiers masculins et elles héritent aussi de certains biens laissés par leurs mères. Selon la législation en vigueur, la part légale du conjoint survivant sur les biens communs devrait être réservée, avant de procéder au règlement de la succession (en cas de régime de communauté de biens). Mais dans la pratique, les veufs, et surtout les veuves, sont systématiquement déposés par leur belle famille, aussi bien de leur part légale sur ces biens communs, que de leur part d'héritage. Ainsi, en cas de décès du mari, un mandataire choisi par le conseil de famille gère le patrimoine des deux époux, dépouillant ainsi la veuve et ses enfants de leurs droits.

2.3.9. Enfin, la coutume préconise le lévirat¹² et le sororat¹³ et ceux-ci sont aussi reconnus par le Code de la Famille (art. 1059). Ces pratiques constituent une violation de la liberté de choix pour l'homme et la femme, mais en plus, les rites de veuvage qui les accompagnent sont de véritables actes de violence. Ces rites consistent, par exemple, à défendre au veuf ou à la veuve de boire à volonté, de parler, à l'obliger à garder son regard rivé au mur... La violence de ces pratiques varie en fonction des ethnies et des relations avec la belle famille. Ils sont désormais interdits par la loi 062.032 du 15 décembre 2006 portant protection de la femme contre les violences.

2.4. La situation de pauvreté influant sur les relations entre hommes et femmes

2.4.1. Les données chiffrées de 2008 présentent ainsi la situation de pauvreté en RCA : le seuil de pauvreté monétaire était estimé à 259 255,7 francs CFA par équivalent adulte, soit 710,3 francs CFA par jour aux prix de Bangui. Avec cet indicateur, 62 % des Centrafricains vivent en dessous du seuil de pauvreté, ce qui correspond à 2,6 millions de personnes sur une population totale de 4 200 000 habitants. En milieu urbain, près de la moitié des individus sont pauvres (49,6 %), et en milieu rural, ce taux est évalué à 69,4 %, soit un peu plus des deux tiers des personnes¹⁴.

2.4.2. Le profil de la pauvreté faisait état d'une taille moyenne des ménages de 4,6 personnes, et de 21,8 % de ménages monoparentaux féminins, c'est-à-dire gérés par une femme seule¹⁵. D'après le Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH03), la plus grande longévité de la femme par rapport à l'homme, le recul de la pratique du lévirat et du sororat à cause de la

¹² Lévirat signifie obligation pour un homme d'épouser la veuve de son frère mort (*Petit Larousse 2009*).

¹³ Sororat signifie la sœur cadette de l'épouse décédée vient remplacer celle-ci auprès du mari (*Petit Larousse 2009*).

¹⁴ PNUD, *Profil de la pauvreté en RCA en 2008, Diagnostic à partir des résultats de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien-être* (ECASEB 2008, ICASEE).

¹⁵ *Idem*.

propagation du VIH/Sida, et la poursuite d'études de plus en plus longues, ont contribué à attribuer un « nouveau statut social » à la femme centrafricaine, celui de « femme chef de ménage ». Mais même mariée, une femme peut être « chef de ménage de fait », puisqu'elle peut être amenée à assurer le travail nécessaire pour faire vivre sa famille à la place de l'homme. C'est le cas, par exemple, quand c'est elle qui réalise la majeure partie des activités productives du ménage, ou quand l'homme est parti en migration, laissant la famille à la charge de la femme seule. Ces cas qui sont plus fréquents que ne le montre le taux de ménages monoparentaux féminins susmentionné, révèlent les inégalités de genre, en termes de surcharge de responsabilités pesant sur la femme, alors qu'elle dispose de peu de ressources pour y faire face.

2.4.3. Sous l'angle de la pauvreté, la situation des hommes et des femmes est aussi inégale : en milieu rural, 84,6 % des ménages dirigés par les femmes sont pauvres, contre 74 % des ménages dont les chefs sont des hommes. En général, ce sont les ménages dont le chef est sans instruction et vivant en milieu rural qui sont les plus pauvres, quel que soit leur sexe, mais la situation est pire chez les chefs de ménage de sexe féminin ¹⁶.

2.4.4. En matière d'incidence de la pauvreté, les chiffres de 2008 sont, par contre, plus défavorables pour les ménages avec un chef masculin (62,6 % ont un niveau de consommation en dessous du seuil de pauvreté) que pour les ménages avec un chef féminin (59,8 %). Ces données semblent contredire celles citées plus haut, mais l'explication est que les femmes seraient moins « pauvres » parce qu'elles bénéficient de plus de transfert privé, et qu'elles ont moins de personnes à leur charge, par rapport aux chefs de ménage de sexe masculin.

2.4.5. La proportion de chômeurs est théoriquement faible (moins de 2 personnes actives sur 10) mais, en réalité, les emplois sont à très faible productivité, 64 % de la population exercent dans la petite agriculture extensive, et 26 % dans le secteur informel urbain, où les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes ¹⁷.

2.4.6. Pour ce qui est de l'Indice de Développement humain (IDH), la RCA se trouve au 178^e rang sur 179 pays en 2007. L'Indicateur sexo-spécifique de Développement humain (ISDH) place la RCA au rang de 153^e sur 177 pays ¹⁸, ce qui confirme la réalité des inégalités de genre dans le pays.

¹⁶ Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille, *Plan d'Action national relatif à la Politique nationale de Promotion de l'Egalité et de l'Équité* (sur la base des données du RGPH03), Bangui, 2007.

¹⁷ PNUD, *Profil de la pauvreté en RCA en 2008, Diagnostic à partir des résultats de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien-Être* (ECASEB 2008, ICASEE).

¹⁸ Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

Ces données confirment la corrélation profonde qui existe entre la pauvreté et le genre.

2.5. La situation de pays « post conflit » influant sur les relations entre hommes et femmes

2.5.1. La situation actuelle en RCA illustre les désastres causés par plusieurs années de conflits sur l'économie, sur la vie politique et la vie quotidienne de la population. En effet, les conflits armés ont fait plus d'un million de victimes. La situation socio-économique s'est tellement dégradée que le pays est actuellement l'un des plus pauvres de l'Afrique subsaharienne. Les infrastructures sociales et économiques sont détruites ou délabrées, les services sociaux sont pratiquement inexistantes en dehors de la capitale, l'état dégradé des routes est la source de l'enclavement de plusieurs régions, des difficultés de communication, et de la cherté du transport, qui grève le prix des produits de base importés (carburant et produits alimentaires). En milieu rural, on note un fort taux de migration des hommes et des jeunes, qui « abandonnent » les activités agricoles entre les mains des femmes. La production agricole est, de ce fait, très faible, ce qui entraîne un taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition élevé. La pandémie du Sida vient aggraver ce sombre tableau.

2.5.2. La population continue de vivre dans l'insécurité et l'instabilité dans certaines régions. Les « coupeurs de route » dépouillent les voyageurs de leurs biens et des groupes armés sévissent dans certaines zones. Des milliers de personnes ont été déplacées en 2008, et se sont ajoutées aux 295 000 autres, ainsi qu'aux 100 000 réfugiées au Tchad, au Soudan et au Cameroun. La plupart des personnes déplacées¹⁹ ont trouvé refuge dans les centres urbains ou dans les zones rurales au sud du pays, et ont été, par conséquent, privées de leurs moyens habituels de subsistance²⁰. Pourtant, la RCA dispose d'abondantes ressources naturelles (grandes étendues de terres cultivables, sols et ressources en eau riches...) et des richesses minières telles que le diamant et l'or ; ces ressources naturelles sont cependant sous-exploitées, et le diamant fait l'objet de trafics illicites au détriment des caisses de l'État et de l'amélioration des conditions de vie de la population.

2.5.3. Les conflits ont affecté beaucoup plus les femmes que les hommes. Sur l'ensemble du pays et dans les zones de conflits, de nombreux actes de barbaries ont été perpétrés à l'endroit des femmes. Bon nombre d'entre elles ont été victimes des violences, notamment sexuelles, avec des conséquences désastreuses comme les traumatismes, l'infection par le VIH, la stigmatisation des victimes et des enfants nés des viols, la répudiation du foyer conjugal. L'impact négatif des conflits se ressent aussi sur la situation économique des

¹⁹ Données de OCHA, PNUD, 2010.

²⁰ *Idem.*

femmes. Dans l'agriculture, on a constaté la faiblesse du rendement, à cause de l'insuffisance de la force de travail (puisque les hommes et les jeunes ont quitté les villages), et du manque de semences et de vivres. Dans la Fonction publique, les arriérés de salaires affectent la subsistance des ménages et la scolarisation des enfants. L'insécurité qui perdure jusqu'à nos jours dans les zones où subsistent des foyers de tension, empêche les femmes rurales de vaquer à leurs activités productives quotidiennes.

2.5.4. La plupart des femmes ont été amenées, par la force des choses, à prendre en main la vie, voire la survie de leur famille. En cela, elles ont suppléé à l'absence des hommes et n'ont pu compter que sur elles-mêmes pour la prise en charge des familles. Les violences et les « migrations forcées » ont aggravé la situation de pauvreté dans laquelle se trouvait une partie importante de la population, constituée, en majorité, par les femmes et les enfants.

2.5.5. Cependant, les femmes ont joué un rôle important dans le processus de réconciliation et la diffusion de la culture de la paix. Elles ont participé au dialogue national, dans le comité de suivi des actes du dialogue national, et au dialogue politique inclusif. Elles sont impliquées dans les structures nationales comme dans les antennes régionales de réconciliation. Les préoccupations des femmes soldats et des femmes accompagnatrices des ex-combattants, ainsi que des organisations féminines ont été prises en compte dans le programme de désarmement, de démobilisation et de reconstruction (DDR). La participation des femmes est effective dans le processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS). La mise en place de la coordination nationale des femmes du Forum des Grands Lacs permet la mise en œuvre et le suivi des recommandations et du plan d'actions de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

2.5.6. Enfin, la RCA a adhéré à la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies sur le rôle des femmes dans la construction de la paix, en mettant l'accent sur la protection des femmes et des filles en temps de conflits. D'autres résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies sont prises en compte par le Bureau intégré des Nations unies en Centrafrique (BINUCA), pour soutenir le processus de consolidation de la paix, et la protection des femmes : la résolution 1820 sur la protection des civils contre les violences lors des conflits, la résolution 1888 sur la protection des femmes contre les violences comme armes de guerre, et la résolution 1889 sur la participation des femmes dans le processus de décision et de consolidation de la paix.

2.5.7. En conclusion, la longue période de conflits en RCA a conduit à une dégradation de l'ensemble des indicateurs sociaux et à un recul dans la plupart des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), ce qui rend leur atteinte à l'horizon 2015 peu probable, en particulier l'OMD 3 relatif à la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

III. Les cadres institutionnel, politique et juridique du genre

3.1. Le cadre institutionnel étatique du genre

3.1.1. En RCA, la structure en charge de la promotion du genre est la Direction générale de la promotion de la femme, au sein du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille (MASSNF). Pour ce faire, son décret d'institution (décret de 2005) lui assigne les missions suivantes : concevoir, proposer et mettre en œuvre la politique nationale en matière d'égalité et d'équité ; œuvrer à la promotion des droits et du statut social de la femme et de l'homme ; œuvrer à ce que la femme et l'homme sortent progressivement des pesanteurs socioculturelles, de la pauvreté, par l'appui aux groupements féminins, à travers des programmes cohérents d'alphabétisation, d'octroi de micro crédits et de formation technique. Un changement de dénomination de direction générale de la promotion de la femme en direction générale de la promotion du genre a été effectué en 2011. Les cadres de cette direction, ainsi que les points focaux genre (PFG) par ministère ont bénéficié d'une formation en genre grâce aux appuis des partenaires techniques et financiers de la RCA.

3.1.2. Un comité sectoriel « Egalité de Genre et Réduction de la pauvreté » a en outre été constitué. Il réunit essentiellement les PFG des ministères et des représentants d'organismes d'appui et d'ONG, chargés de s'assurer de la prise en compte des principes d'égalité et d'équité pour un développement durable et équitable. Ce comité sectoriel semble peu opérationnel, du fait de la mobilité des PFG, et parce que souvent, ils ne sont pas au niveau décisionnel approprié pour exercer une influence en faveur de la prise en compte du genre dans leurs structures respectives.

3.2. Le cadre institutionnel non étatique pour le genre

3.2.1. Différents intervenants font la promotion de l'égalité de genre en RCA. On peut d'abord évoquer le cas des organisations dites de la société civile, en majorité des associations féminines, telles que l'Association des femmes d'affaires centrafricaines (AFAC), l'Association des femmes juristes, et des plates-formes d'associations telles que l'organisation des femmes centrafricaines (OFCA) et le G 23. Ces organisations œuvrent, soit pour l'entrepreneuriat féminin et l'autonomisation économique des femmes, soit pour la promotion des droits de la femme, ou encore pour la participation des femmes en politique. Avec l'appui du BINUCA, ce sont surtout ces organisa-

tions de la société civile et les PFG qui ont fait avancer la cause du genre en RCA au cours de ces dernières années.

3.2.2. Il convient également d'évoquer les interventions des partenaires au développement dans le domaine du genre. Le Groupe de la Banque africaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale prennent en compte, de manière systématique, dans le cadre du DSPPC et soutiennent, par des interventions spécifiques, les questions transversales liées à la promotion de l'équité de genre. Pour les agences du Système des Nations unies, on peut mentionner le FNAP comme chef de file, le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, le PAM et le BINUCA. En plus des activités propres à chaque agence, un groupe thématique genre a été mis en place par les agences des NU pour assurer la coordination et la synergie de leurs actions en faveur de l'égalité de genre.

3.2.3. En plus de leurs actions respectives, les institutions étatiques, les organismes d'appui et les ONG collaborent pour la promotion du genre au sein du comité sectoriel « Égalité de Genre et Réduction de la pauvreté ». L'élaboration participative du plan d'actions de la politique nationale en matière de genre et les débuts de sa mise en œuvre sont les principales réalisations de ce comité sectoriel.

3.3. Le cadre politique pour le genre

3.3.1. Un cadre politique pour la promotion de l'égalité de genre existe en RCA. L'État a adhéré aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, et en particulier à l'OMD 3 intitulé « Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes » et la Cible 4 « Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux d'enseignement en 2015 au plus tard ». Cet objectif a été traduit dans le DSRP de 2008-2010, par l'Objectif majeur à long terme (iii) « instaurer l'égalité de genre notamment dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2015 et éliminer toutes les formes d'exclusion », et le Pilier II (ii) « promotion de l'égalité et équité de genre ». En plus de ces orientations globales, la RCA a adopté en 2005 sa politique nationale pour la promotion de l'égalité et de l'équité (PNPEE), qui considère qu'« *un nouveau partenariat, fondé sur l'égalité entre hommes et femmes est indispensable si l'on veut parvenir à un développement humain durable au service de l'individu* ». La PNPEE a été assortie d'un plan d'actions de la politique nationale de genre en 2007.

3.3.2. Pour le Groupe de la Banque africaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale, l'option a été prise de promouvoir l'équité de genre et la responsabilisation des femmes aux niveaux politique et économique. Outre les actions spécifiques prévues dans le cadre des projets, tels que le projet de développement communautaire et d'appui aux groupes vulnérables (PDCAGV), la BAD financera la promotion de la participation des femmes au

développement socioéconomique dans le cadre de l'appui ciblé de la Facilité pour les États fragiles (FEF), à travers notamment un détachement d'experts en faveur des associations et groupements de femmes ²¹.

3.3.3. Pour le FNUAP, il s'agit aussi d'une intégration transversale du genre dans son plan de travail, et en particulier dans celui relatif au pilier « Population et Développement / Genre et Droits humains ». Le PNUD, quant à lui, dispose d'une stratégie pour la promotion de l'égalité des sexes couvrant la période 2008-2012, et s'occupe spécifiquement du suivi des OMD. Les appuis de l'OMS sont concentrés sur les normes, politiques et procédures, tout en veillant à la dimension du genre. L'UNICEF considère particulièrement la femme dans son statut de « mère », et dans le cadre de son Programme Éducation des filles.

3.4. Le cadre juridique relatif à la question de genre

3.4.1. Le cadre juridique du genre est constitué, en premier lieu, par les conventions et instruments internationaux ratifiés par la RCA en la matière dont la convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDEF) ratifiée en 1991, de la convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée en 1992, et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et son protocole additionnel. Au niveau national, le droit positif égalitaire pour l'homme et la femme comprend essentiellement la constitution de la RCA (2004), qui prône la non-discrimination entre les sexes, l'égalité des droits et des devoirs, l'égalité des chances ²². Vient ensuite le Code de la Famille (1997), en cours de relecture compte tenu des contradictions qu'il comporte par rapport aux instruments internationaux susmentionnés et d'autres textes de lois internes ; et des inégalités de genre qu'il contribue à perpétuer dans la société centrafricaine. On peut citer également le Code électoral, qui érige le principe de l'égalité entre les candidats aux élections. Cependant, une disposition de ce Code, qui exige des candidats qu'ils aient une propriété bâtie dans la circonscription électorale où ils veulent se faire élire, est en contradiction avec ce principe d'égalité, dans la mesure où la plupart des candidates peuvent être éliminées d'office, du fait que rares sont les femmes centrafricaines à avoir les moyens financiers pour acquérir une propriété foncière.

3.4.2. Néanmoins, des avancées importantes pour l'égalité de genre peuvent être relevées dans les lois suivantes : (i) la loi 06.005 du 20 juin 2006 relative à la Santé de la Reproduction qui « *garantit l'égalité en droit et en dignité de tous les individus en matière de santé de la reproduction, sans aucune discrimination basée sur le*

²¹ Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, Tunis, juin 2009.

²² Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille, *Politique nationale de Promotion de l'Égalité et de l'Équité* (sur la base des données du RGPH03), 2007.

sexe... » (art. 8) ; (ii) la loi 06. 032 du 15 décembre 2006 relative à la protection de la femme contre les violences en République centrafricaine, qui définit et punit les différentes formes de violences faites aux femmes, y compris « *les maltraitances lors des veuvages, la confiscation des biens personnels de la femme lors du veuvage, le levirat et le sororat* » (art. 9 et suivants) ; (iii) l'Ordonnance 66/26 relative à la promotion de la jeune fille du 31 mars 1966 ; (iv) l'Ordonnance 66/16 du 22 février 1966 portant abolition de l'excision.

3.4.3. Dans la pratique, ces lois égalitaires pour l'homme et la femme, ou qui protègent la femme, se retrouvent fortement limitées dans leur portée, à cause de la « cohabitation » entre les règles coutumières et le droit positif qui reste méconnu et ignoré de la grande majorité de la population.

Malgré l'adoption de la loi qui protège la femme contre les violences, les auteurs de ces actes ne sont pas dénoncés ni sanctionnés. Cette situation est loin de favoriser la suppression de ces actes et constitue presque une incitation indirecte à la violence ou à des infractions aux lois puisqu'elles restent impunies.

Le contexte national relatif au genre : les défis à relever

Plusieurs faits ont démontré l'ampleur des inégalités de genre en RCA. Comme dans d'autres pays, ces inégalités sont ancrées dans les us et coutumes nés d'un contexte social et culturel généralement défavorable pour les femmes. Mais en RCA ces inégalités sont amplifiées par la pauvreté, les crises politiques et les conflits armés. Il en résulte une situation tellement critique que, pour y apporter de véritables améliorations, les interventions en faveur de l'égalité de genre devront être à la fois transversales, c'est-à-dire concerner tous les domaines du développement, et spécifiques, à savoir axées sur la vie et la situation des femmes. Elles devront combler, au plus vite, le fossé entre les hommes et les femmes. Un cadre juridique, institutionnel et politique relatif au genre a été mis en place. Mais on peut s'interroger sur son institutionnalisation concrète. En effet, la question se pose de savoir où en est la mise en œuvre du Plan d'actions élaboré en 2007.

- Les PFG n'ont pas beaucoup d'influence sur la politique étatique du genre et sur le processus d'élaboration d'un budget sensible au genre, et le Comité sectoriel dit Égalité de Genre et Réduction de la pauvreté n'est pas opérationnel.*
- Sur le plan institutionnel, la promotion du genre est "noyée" dans le MASSNF, parce que, dans les Affaires sociales, l'accent est mis beaucoup plus sur les personnes nécessiteuses que sur les inégalités de genre et dans la famille. La femme n'est pas considérée comme une composante ayant des problèmes, des besoins et des intérêts spécifiques.*
- Pour le cadre juridique du genre, les textes de lois égalitaires pour l'homme et la femme, ou qui protègent la femme sont des acquis en faveur de l'égalité de genre. Il convient donc de les préserver et de les renforcer. Leur mise en pratique est un défi à relever pour une société centrafricaine plus moderne, et qui accepte d'abandonner certaines coutumes néfastes.*
- Beaucoup de formations en genre ont été réalisées, mais il n'existe pas de plan ou de programme de formation en genre défini par le MASSNF, et encore moins de suivi post-formation. On note une "déperdition" des acquis à cause de la mobilité des personnes formées, et du manque d'initiatives en faveur du genre.*
- La disponibilité et la fiabilité des données sont un problème récurrent, et le principe de leur désagrégation n'est pas encore acquis, même au niveau du MASSNF. Globalement, à l'exception du ministère de l'Éducation, la désagrégation des données n'est pas systématique dans les ministères. L'analyse qualitative de ces données fait cruellement défaut. Le suivi et l'évaluation sensible au genre restent difficiles, sans données désagrégées et des opérations de collecte périodique de telles données.*

IV. L'analyse de genre par secteur

4.1. La situation des hommes et des femmes en matière d'emploi et d'activités économiques

4.1.1. Dans le domaine de l'emploi, 63,6 % de la population active est effectivement employée, 19 % sous-employée et 1,3 % en chômage. Les chômeurs et les inactifs jumelés sont évalués à 17,5 % de la population. La répartition de la population selon le statut dans l'emploi prouve que les travailleurs pour compte personnel (TCP) sont les plus nombreux (74 %) suivis des aides familiales (16 %). La répartition des populations actives en fonction des branches d'activités économiques place le secteur agricole en tête (67 %), suivi du secteur commercial (15 %) ²³.

4.1.2. Même si, juridiquement, les femmes ont le même droit à l'emploi que les hommes, leur faible niveau d'instruction et de qualification ne leur permet pas d'avoir le même accès que les hommes au marché du travail et à certains emplois. Les données statistiques du ministère de la Fonction publique montrent que sur un effectif total de 25 523 travailleurs engagés par l'administration, les femmes ne représentent que 15 %, soit un effectif de 4 200 salariées ²⁴. Les femmes chefs de ménages interviennent principalement dans les groupes où il y a peu de sécurité en termes d'emploi, de revenus, de couverture sociale, de pension de retraite... (TCP agricole et non agricole), comme le révèle le tableau suivant.

Tableau 1. Répartition (%) selon le groupe socioéconomique et le sexe du chef de ménage

<i>Groupe socioéconomique</i>	<i>Pourcentage d'hommes</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>
Salarié de l'administration publique	85,0	15,0
Salarié d'entreprise	95,9	4,1
Autre dépendant	88,8	11,2
Patron/Employeur	94,3	5,7
TCP agricole	79,1	20,9
TCP non agricole	69,9	30,1
Chômeur	81,7	18,3
Inactif	60,1	39,9

Source : ECASEB 2008

²³ Secrétariat technique national chargé du DSRP, *Rapport de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien-Être (ECASEB)*, Bangui, 2008.

²⁴ Rapport de suivi OMD RCA, Bangui, mai 2010.

4.1.3. Les femmes sont, en général, plus occupées par des tâches non rémunérées (femmes au foyer). Elles occupent aussi plus souvent des postes subalternes, les fonctions de cadres moyens et supérieurs étant, pour la plupart, tenues par des hommes.

Dans la fonction publique, les données sont les suivantes :

Tableau 2. Répartition par sexe des cadres moyens et supérieurs

A1		A2		A3	
<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
1 653	389	1 657	185	3 176	895

Source : Direction du système et méthode - Ministère de la Fonction publique

Les cadres féminins sont plus nombreux dans le secteur de l'éducation. Ils sont suivis de ceux de la santé, des finances et de la jeunesse, et restent minoritaires dans les départements techniques.

4.1.4. La participation des femmes dans la production économique est relativement faible. On note une forte concentration des femmes dans le secteur informel, soit 10,0 % contre 6,4 % chez les hommes. Selon les informations recueillies auprès du guichet unique des formalités pour les entreprises, 788 unités économiques ont été créées en 2009, et sont réparties par sexe et selon leur statut juridique comme suit :

Tableau 3. Répartition selon le sexe et le statut juridique des unités économiques créées en 2009

<i>Statut</i>	<i>Nombre total</i>	<i>Créée par un homme</i>	<i>Créée par une femme</i>	<i>Pourcentage d'entreprises féminines</i>
Entreprise individuelle	669	486	183	27,3
Institution sans but lucratif (ISBL)	13	10	3	23,07
Groupement d'Intérêt économique (GIE)	8	6	2	25
Société à responsabilité limitée (SARL)	66	52	14	21,2
Société unipersonnelle à responsabilité limitée (SURL)	16	15	1	6,2
Société anonyme (SA)	13	12	1	7,6
Société anonyme unipersonnelle (SAU)	3	3	0	0

Source : Guichet unique pour les formalités des entreprises 2010

4.1.5. D'après l'étude diagnostic pour l'intégration commerciale de la RCA (EDIC), une des causes profondes de l'insuffisance de l'intégration de ce pays dans le commerce international est la faible représentation des femmes dans le monde des affaires. C'est pourquoi la CCIMA a formé, en partenariat avec la Société financière internationale (SFI) et le programme d'appui au renforcement des capacités pour le développement (ARCAD) du PNUD, 239 personnes dont 88 à Bangui (64 hommes et 24 femmes) et 151 en province (114 hommes et 37 femmes) sur l'entrepreneuriat, la création et le développement d'entreprise, la création de micro entreprise, la promotion d'emploi urbain et rural ²⁵. Le renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat est aussi la priorité de l'ONG féminine WALI LONDO, qui signifie « Femme, lève-toi » en *Sango*, la langue locale la plus parlée en RCA.

4.1.6. Par ailleurs, l'accès très limité aux services des banques par manque de garantie, surtout pour les femmes, ne favorise pas l'émergence de nouveaux promoteurs d'entreprises. La sensibilisation menée par le gouvernement en 2008 sur la finance inclusive a ouvert des perspectives pour les populations pauvres et à faibles revenus, y compris les femmes entrepreneures et les femmes d'affaires. Néanmoins, moins de 1 % de la population est touché par les institutions de microfinance dans le pays.

4.1.7. Intervenir en faveur des femmes dans le secteur de l'emploi et des activités économiques nécessite, d'une part, de considérer leur faible niveau d'instruction et de qualification, tout en valorisant leur dynamisme en matière d'entrepreneuriat. Ainsi, une première piste d'action serait de développer l'entrepreneuriat féminin, mais en prévoyant le renforcement des capacités des femmes, notamment en gestion d'entreprise ou d'activités génératrices de revenus. D'autre part, un accès facilité au crédit est l'une des conditions de ce développement de l'entrepreneuriat féminin, car la faiblesse des ressources financières des femmes ne leur permet pas de créer leur propre entreprise, ni d'étendre leurs activités.

4.1.8. Une autre piste serait d'appuyer l'accès des femmes à un véritable emploi, par exemple la professionnalisation des agricultrices. Cette action se justifie parce que, d'un côté, les femmes interviennent en majorité dans le secteur agricole, et de l'autre, leur professionnalisation permettra d'améliorer les rendements agricoles et leurs revenus ; l'objectif étant de renforcer le pouvoir économique des femmes.

4.2. Les relations entre hommes et femmes dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sécurité alimentaire

4.2.1. En raison de sa grande diversité agro-écologique et climatique, la Ré-

²⁵ Source : Service d'appui aux entreprises de la CCIMA.

publique centrafricaine dispose d'énormes potentialités naturelles, qui devraient permettre de pratiquer presque partout des cultures variées et l'élevage de petit et de gros bétail. Ce potentiel est cependant largement inexploité, puisque les terres cultivées représentent 12,5 % des terres arables, et les prélèvements en eau constituent environ 0,5 % des ressources disponibles ²⁶.

4.2.2. Dans le secteur agricole, les problèmes se posent en termes d'étroitesse des superficies des exploitations (une exploitation sur deux a moins d'un ha) ²⁷, mais aussi de pratiques culturelles fortement extensives sur brûlis, itinérantes et peu mécanisées, avec de faibles rendements, un accès limité aux intrants et au crédit. Le mauvais état des routes, ou l'éloignement – voire l'enclavement des exploitations par rapport aux routes – rend difficile l'accès aux marchés, et les frais de transport plus élevés viennent aggraver cette situation. Ces problèmes expliquent la faiblesse des revenus et donc la pauvreté de la population rurale, soit 80 % de la population active.

4.2.3. Dans l'agriculture, on compte 81 % de la main-d'œuvre féminine et 67 % seulement chez les hommes. Les femmes interviennent dans les cultures de rente (café et coton) et dans les cultures vivrières ²⁸. En plus des problèmes propres aux secteurs évoqués ci-dessus, les femmes ont très peu d'accès aux biens et aux ressources de développement, ainsi qu'aux sphères de prise de décision, et surtout, elles ont une énorme charge de travail, puisqu'elles doivent travailler la terre de leur mari, celle du groupement, si elles en sont membres, et enfin la leur. De lourdes responsabilités leur incombent également : suite à l'abandon de famille par les hommes, ou à leur migration, pour raisons de sécurité ou professionnelle, certaines femmes deviennent des chefs de ménage de fait. Les femmes chefs d'exploitation agricole dirigent des agrégats familiaux plus petits que ceux des hommes, donc elles ont moins de revenus qu'eux ; et leur taux d'alphabétisation est de 22 % contre 52 % chez les hommes ²⁹.

4.2.4. L'élevage est pratiqué par plus de 80 % de la population rurale, mais c'est le petit élevage traditionnel qui prédomine. L'aviculture est présente dans 67 % des exploitations, et l'élevage porcin dans 74 % ³⁰. Les femmes sont en majorité impliquées dans l'élevage à cycle court (petits ruminants, porcins, volailles). Elles s'occupent de l'alimentation, des soins aux animaux et de la propreté de leur habitat, pour leur élevage personnel et celui de leur époux, ainsi

²⁶ Groupe de la Banque africaine de Développement – Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM, *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

²⁷ PNUD, *Profil de la pauvreté en RCA en 2008, Diagnostic à partir des résultats de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien-être* (ECASEB 2008, ICASEE), Bangui.

²⁸ Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille, *Plan d'actions national de la Politique nationale de Promotion de l'Égalité et de l'Équité* (sur la base des données du RGPH03), Bangui, 2007.

²⁹ Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille, *Plan d'actions national de la Politique nationale de Promotion de l'Égalité et de l'Équité* (sur la base des données du RGPH03), Bangui, 2007.

³⁰ *Idem*.

que de la transformation et de la commercialisation des produits. L'élevage du gros bétail relève plus des attributions des hommes, mais les femmes sont généralement les gestionnaires du lait. Dans les familles rurales, l'homme est traditionnellement le chef des activités rapportant des revenus importants, même si la femme se charge de la majeure partie des activités.

4.2.5. Dans la pêche, les hommes assurent la capture, et les femmes s'occupent de la transformation des produits, et de leur vente sur les marchés locaux, à l'état frais ou transformé ³¹. Le fait d'intervenir à l'étape de la commercialisation ne confère cependant pas à la femme le contrôle des revenus provenant de la vente des produits de la pêche ; c'est le cas aussi dans l'agriculture et l'élevage.

4.2.6. L'insécurité alimentaire est essentiellement liée à l'instabilité socio politique que le pays a traversée, et qui a contribué à dégrader les conditions de vie des ménages, et à affaiblir considérablement leurs moyens d'existence et leur capacité à faire face aux chocs. Dans les zones concernées, la violence et l'insécurité ont provoqué des déplacements de population, la perturbation des activités de production agricole et des circuits commerciaux ³². Mais l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont aussi des problèmes récurrents, notamment dans les régions du nord où la productivité agricole est faible. Depuis 1980, la croissance de la production agricole est restée inférieure au taux de croissance de la population (taux moyen de 2,5 % en 2003). La RCA n'a pas encore atteint l'autosuffisance alimentaire, même si les cultures vivrières (manioc, arachide, maïs, mil et sorgho) occupent 75 % des terres cultivées ³³.

4.2.7. Au niveau national, 30,2 % des ménages sont en insécurité alimentaire, dont 7,5 % en insécurité alimentaire sévère, et 22,7 % en insécurité alimentaire modérée. Au moment de l'enquête, 4,2 % des enfants de 6 à 59 mois avaient besoin d'une prise en charge nutritionnelle, et 8,4 % des femmes de 18 à 49 ans (enceintes ou allaitantes) étaient affectées par la malnutrition aiguë globale. Les ménages urbains sont moins confrontés à l'insécurité alimentaire. Les ménages en insécurité alimentaire se caractérisent par la forte prévalence de la pauvreté (84,6 % des ménages très pauvres sont en insécurité alimentaire), la faiblesse de leurs revenus, la proportion très élevée des dépenses alimentaires (74 %), puisque 68,7 % des aliments consommés doivent être achetés ³⁴.

4.2.8. En définitive, la pauvreté du monde rural centrafricain, et partant, celle des femmes qui y sont majoritaires, est devenue un cercle vicieux. Le véri-

³¹ *Idem.*

³² Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Analyse globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)*, mai-juin 2009.

³³ Groupe de la Banque africaine de Développement – Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM, *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

³⁴ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Analyse globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)*, mai-juin 2009.

table paradoxe se situe dans l'écart entre la situation de grande pauvreté que connaît le pays et l'abondance de ses richesses naturelles. La forte migration des hommes et des jeunes vers les zones minières ou forestières démontre l'existence d'une illusion de « l'argent facile ». Par ailleurs, les difficultés dans la communication et le transport n'incitent pas les paysans à produire plus, en vue de commercialiser le surplus de production ; ils se cantonnent dans l'agriculture de subsistance. Enfin, les différentes interventions destinées à moderniser les techniques de production, et à améliorer les rendements sont insuffisantes pour induire un véritable changement dans les pratiques et les systèmes de production.

4.2.9. Le défi à relever est d'identifier les actions les plus appropriées permettant d'initier un processus de développement du secteur, sans nécessairement attendre une aide extérieure.

4.3. La situation du genre dans le domaine foncier

4.3.1. En RCA, selon le droit coutumier, l'accès à la terre se fait par héritage et de manière privilégiée pour l'homme. Le fils a le droit de demeurer dans la propriété bâtie de ses parents, même en étant marié. La femme travaille la terre de ses ancêtres ou dans le domaine de sa belle-famille sans en être propriétaire. La pratique de la gestion foncière, en particulier à Bangui, se caractérise par une dualité entre le coutumier et le formel. Cependant, la situation diffère selon le milieu concerné, et la nature du terrain.

4.3.2. En milieu rural, par la nature patrimoniale du foncier, les responsables coutumiers (chefs de villages et/ou chefs de terre) ont le pouvoir de disposer de la terre et de l'affecter. La notion de chef de terre exclut les femmes du pouvoir de posséder ou d'attribuer des terres. De plus, les services de cadastre n'étant pas toujours présents sur le terrain, surtout en zone rurale, une part importante des terres disponibles fait l'objet « d'occupation sans titre », avec un risque de déguerpissement à tout moment. En effet, elles s'acquièrent suite à des travaux de défrichement puis d'exploitation individuelle, ou sont gérées par les responsables coutumiers, ce qui pose le problème de leur aménagement et de leur mise en valeur. La primauté des règles coutumières sur le droit foncier conduit à une occupation non règlementée des terres pour les activités agricoles.

4.3.3. Dans les grands centres urbains, les litiges et conflits fonciers se multiplient avec la poussée démographique. Obtenir un titre foncier pour un terrain en ville est possible mais financièrement difficile pour la plupart des Centrafricains, indépendamment du sexe. Pour l'attribution officielle d'un terrain, le prix est estimé entre 500 francs CFA à 5 000 francs CFA le m². Il faut ensuite faire face aux dépenses relatives à l'enregistrement au cadastre, aux

timbres fiscaux, aux frais de bornage, aux taxes et aux divers frais supplémentaires. Après l'acquittement de ces frais, le ministère de la Reconstruction des édifices publics délivre un extrait cadastral et un arrêté d'attribution, valable pour quatre ans pour la mise en valeur du terrain. Une fois passé ce délai, le terrain est repris par l'État. Un permis de construire complète le document et la construction doit démarrer dans les six mois qui suivent la délivrance du permis. Ainsi, le prix de revient d'un terrain en ville devient exorbitant, et sa mise en valeur contraignante. Dans ces conditions, par manque de ressources financières, les femmes sont exclues de la propriété foncière.

4.3.4. Un processus de validation d'un projet de loi foncière proposé par le ministère du Développement rural est en cours. L'occasion est à saisir pour y intégrer la prise en compte des intérêts des femmes en matière foncière. La stricte application de la loi est une autre dimension de la problématique du foncier. Elle nécessite d'importantes actions de plaidoyer et de communication auprès des chefs coutumiers, des hommes, des femmes, et de la population rurale en général, en vue d'une plus grande équité entre hommes et femmes dans l'accès au foncier rural. Au niveau du foncier urbain, les politiques destinées à permettre aux plus pauvres d'acquérir une propriété foncière tiennent à une amélioration de l'ensemble des indicateurs socioéconomiques des hommes et des femmes. De manière générale, la sécurisation foncière a un coût que les populations pauvres, en particulier les femmes, ont du mal à assumer. Elle constitue aussi un enjeu pour la sécurisation de leurs activités productives, et pour l'ouverture vers d'autres opportunités telles que le crédit. Les liens à faire entre la sécurisation foncière et l'accès au crédit constituent des pistes de réflexion et d'action en vue du renforcement du pouvoir économique des femmes.

4.4. La situation du genre dans le domaine de la santé et de la santé de la reproduction

4.4.1. L'accessibilité géographique à une formation sanitaire dans un rayon de 5 km était de 65,2 % en 2000 (MICS). Cette situation cache des disparités selon le milieu : 98 % pour le milieu urbain et 47 % pour le milieu rural. Au moins 25 % de la population dans l'arrière-pays parcourent plus de 10 km à pied, ou en utilisant des moyens de fortune pour atteindre une formation sanitaire ³⁵. En 2010, la situation sanitaire ne semble pas s'être améliorée : d'après le DSPPC, environ 86 % de la population n'ont pas accès aux services de santé.

4.4.2. Les formations sanitaires en milieu rural (centres de santé et postes de santé) sont, pour la plupart, dépourvues d'équipements adéquats et de matériels de premiers soins. L'espérance de vie à la naissance a augmenté de 43 ans

³⁵ Ministère de la Santé publique et de la Population, *Plan national de Développement sanitaire 2006-2015*.

en 1975 à 49 ans en 1988, avant de chuter à 42,7 ans en 2003, soit le même niveau que 28 ans plus tôt, 40 ans pour les hommes et 45,7 ans pour les femmes, selon le RGPH de 2003 ³⁶. La morbidité est dominée par le groupe de maladies ci-après : le VIH/Sida (15 %), le paludisme (38 %) et la tuberculose (9016 cas en 2004) ³⁷. La destruction des infrastructures sanitaires au cours des multiples conflits, l'insuffisance et l'inégale répartition du personnel de santé dans les régions sont les problèmes supplémentaires du système de santé.

4.4.3. Concernant la santé de la femme, le taux de mortalité maternelle est passé de 986 pour 100 000 naissances vivantes en 1995, à 1102 pour 100 000 naissances vivantes en 2006 ³⁸. La fécondité moyenne est de 5,1 enfants, elle est à la fois précoce et tardive. En effet, on observe 139,7 naissances vivantes pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans en milieu rural. Par ailleurs, les femmes âgées de 40-49 ans contribuent jusqu'à 11 % du taux de fécondité général. Les accouchements assistés par du personnel qualifié sont estimés à 94,33 % en 2008 selon le Rapport de Suivi des OMD de 2007, alors que le MICS3 de 2006 indique que 53 % des femmes ayant accouché au cours des deux dernières années ont été assistées par un personnel qualifié. Le MICS3 relève cependant une différence entre le milieu urbain et le milieu rural. Il indique que 83 % des femmes résidant en milieu urbain ont été assistées par un personnel qualifié contre 36 % en milieu rural ³⁹.

4.4.4. Au niveau de la planification familiale (PF), le taux d'utilisation est de 9 % pour les méthodes modernes, contre 11 % pour les méthodes traditionnelles. Le taux de couverture en contraceptifs était de 2,98 % en 2008. 29 % des femmes ayant un niveau d'éducation secondaire et plus affirment utiliser une méthode moderne de PF contre 7 % pour celles qui n'ont que le niveau primaire et à peine 2 % chez les femmes non scolarisées. Les femmes centrafricaines sont victimes d'autres problèmes de santé, tels que les avortements clandestins, les infections sexuellement transmissibles, le VIH/Sida et les mutilations génitales féminines. La santé de la femme requiert une attention particulière, car elle est une priorité des OMD, notamment l'OMD n° 5 « Améliorer la santé maternelle ».

4.4.5. La santé de la femme est un domaine où se jouent « les relations de pouvoir » entre l'homme et la femme. En RCA, il appartient généralement à l'homme de décider si sa femme peut ou non utiliser une méthode de planification familiale. Cela revient à dire que la femme ne décide pas toujours pour ce

³⁶ Ministère de la Santé publique et de la Population, *Plan national de Développement sanitaire 2006-2015*.

³⁷ Idem.

³⁸ Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

³⁹ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Suivi de la situation des enfants et des femmes, MICS-3 2006 (Rapport préliminaire)*, Bangui, mars 2007.

qui touche directement à son corps et à ses choix, et donc à son droit fondamental d'être humain. La promotion de l'égalité de genre nécessitera alors de plaider pour que la femme puisse décider de sa propre vie génésique. Cela conduit à revoir l'approche habituelle pour promouvoir l'égalité et l'équité entre hommes et femmes. Si le pouvoir est entre les mains de l'homme, il est plus pertinent de le cibler par les actions de plaidoyer et de sensibilisation.

4.5. La situation du genre dans l'éducation

4.5.1. L'évolution récente du taux de scolarisation dans le primaire révèle deux grandes tendances. Sur la première période allant de 1988 à 2003, on note une baisse de l'offre éducative consécutive aux multiples crises, dont les effets se sont fait durement ressentir au niveau de l'ensemble de la population. À partir de 2006, on observe une augmentation spectaculaire de cette offre éducative, avec le lancement du Plan national d'actions de l'éducation pour tous (PNA - EPT). Au vu des résultats de 2008, des progrès ont été accomplis au cours de ces deux dernières années, se traduisant par une amélioration du taux net de scolarisation (TNS) au primaire ⁴⁰. Néanmoins, des problèmes persistent, puisque un tiers des enfants d'âge scolaire ne sont toujours pas à l'école. Par ailleurs, on note une différence de 21 points de pourcentage entre les milieux urbain et rural à l'avantage du milieu urbain ⁴¹. Le taux net de scolarisation (TNS) en 2009 ⁴² est de 55 % pour les filles contre 71 % pour les garçons. Pour la même période, l'indice d'équité du taux brut de scolarité (TBS) est de 0,74 % en moyenne nationale et de 1,02 % pour la ville de Bangui. C'est dire que l'équité n'a été atteinte que dans la capitale.

Les données fournies par le ministère de l'Éducation montrent des disparités importantes entre garçons et filles :

Tableau 4. Taux brut et taux net de scolarisation en 2006-2007 & 2007-2008

<i>Année scolaire</i>	<i>Taux brut de scolarisation (%)</i>			<i>Taux net de scolarisation (%)</i>		
	<i>Filles</i>	<i>Garçons</i>	<i>Total</i>	<i>Filles</i>	<i>Garçons</i>	<i>Total</i>
2006-2007	63,25	85,25	74,39	43,05	57,15	50,19
2007-2008	69,46	93,65	81,74	48,56	62,81	55,79

Source : Annuaire des statistiques de l'éducation 2006-2007 et 2007-2008

4.5.2. En termes d'indice de parité, il ressort des données du MICS3 les faits suivants : avec un indice de parité de 0,84 au primaire, les filles ont moins

⁴⁰ *Idem.*

⁴¹ Secrétariat technique national chargé du DSRP, *Rapport de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien-Être (ECASEB)*, 2008.

⁴² Ministère de l'Éducation nationale, *Tableau de bord de l'Éducation, Année scolaire 2008-2009*.

de chance que les garçons d'aller à l'école. Cette discrimination est plus accentuée en milieu rural (0,71), qu'en milieu urbain (0,97). La discrimination en défaveur des filles est plus élevée lorsque leur mère est sans niveau d'instruction (0,70). Par contre, les filles comme les garçons ont les mêmes opportunités de scolarisation, lorsque leurs mères ont le niveau secondaire ou plus. Par rapport au niveau de bien-être, les inégalités de scolarisation entre filles et garçons sont plus prononcées dans les ménages les plus pauvres (0,59) que dans les ménages les plus riches (0,97) ⁴³.

4.5.3. Une autre faiblesse du système éducatif centrafricain est le taux d'abandon scolaire : en 2008, 19 % des enfants âgés de 7 à 19 ans ont abandonné l'école. Parmi les principales raisons évoquées figurent le manque d'intérêt pour l'école, jugée inutile par l'élève (23 %), le coût de la scolarité (22 %), et l'exclusion consécutive à l'échec scolaire (18 %). Le pourcentage des élèves ayant abandonné l'école est plus élevé dans les zones rurales (23 %) que dans les zones urbaines (14 %).

4.5.4. L'analyse selon le sexe montre un désavantage important des filles par rapport aux garçons : 24 % des filles ont déclaré avoir abandonné l'école, contre 14 % pour les garçons ⁴⁴. Dans l'enseignement secondaire, le rapport des effectifs filles/garçons est passé de 39 % en 1990 à 60 % en 2000 et 73 % en 2006. D'une manière générale, le taux d'analphabétisme chez les femmes est de 68 %. Selon le groupe d'âge, le pourcentage d'abandon scolaire est plus élevé chez les enfants de 12 à 18 ans (32 %) que chez ceux qui sont âgés de 6 à 11 ans (7 %) ⁴⁵.

4.5.5. Au niveau du Fondamental II et de l'Enseignement supérieur, les écarts entre garçons et filles sont plus importants, comme en témoigne le tableau suivant :

Tableau 5. Évolution des effectifs des étudiants à l'Université de Bangui

	<i>Effectifs en 2003-2004</i>	<i>Pourcentage à l'effectif total</i>	<i>Effectifs en 2007-2008</i>	<i>Pourcentage à l'effectif total</i>
Filles	1 341	21 %	1 897	23,46 %
Garçons	5 043	78,99 %	6 188	76,53 %
<i>Total</i>	6 384		8 085	

Source : Université de Bangui, février 2010

⁴³ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Suivi de la situation des enfants et des femmes, MICS-3 2006 (Rapport préliminaire)*, Bangui, 2007.

⁴⁴ Secrétariat technique national chargé du DSRP, *Rapport de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien-Être (ECASEB)*, Bangui, 2008.

⁴⁵ Secrétariat technique national chargé du DSRP, *Rapport de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien-Être (ECASEB)*, Bangui, 2008.

Concernant l'achèvement du cycle d'études, le pourcentage des étudiantes est au niveau le plus bas à l'Université de Bangui : en faculté de médecine, seules 8 % des étudiantes terminent le cycle ; elles sont 27 % en droit, 2 % en faculté des sciences. En agriculture ou agronomie, seules 11 % terminent le cycle d'ingéniorat.

4.5.6. Les problèmes de l'éducation sont immenses et multiples. L'insuffisance d'accès à l'école et l'abandon massif en cours de cycle ne permettront pas d'atteindre l'OMD n° 2 relatif à l'éducation primaire pour tous à l'horizon 2015, et encore moins la Cible 4 de l'OMD n° 3 sur l'élimination des disparités entre les sexes en matière d'enseignement. On observe de fortes disparités dans l'accès à l'éducation qui augmentent avec le niveau d'études : d'après le RESEN ⁴⁶, le genre et la zone d'habitat constituent des facteurs discriminants en matière de scolarisation, mais le niveau de vie est encore plus discriminant. Le taux élevé d'analphabétisme est une autre facette de la problématique. Selon l'enquête MICS de 2006, le taux d'analphabétisme est de 66,7 % chez la femme et 39,4 % chez l'homme, et 7 femmes chefs de ménage sur 10 sont analphabètes d'après l'ECASEB. Cette situation a un impact négatif sur les conditions de vie des femmes, et sur la scolarisation de leurs filles, puisque l'on évoque, à juste titre, la disparité de genre « intergénérationnelle ».

4.5.7. Deux axes d'intervention peuvent être dégagés, si l'on veut réduire les inégalités de genre dans l'éducation en RCA, ou, au moins, atteindre l'OMD n° 2 : améliorer le taux d'accès des filles à l'école, et lutter contre leur abandon scolaire. En matière d'accès à l'école, le premier défi est de convaincre les parents de donner la priorité à la scolarité de leurs enfants - garçons et filles. Les parents, surtout les non instruits, évoquent le plus souvent l'inutilité des études pour ne pas envoyer leurs enfants à l'école, en particulier leurs filles, puisqu'elles iront plus tard vivre chez leur mari. Or, il existe des communautés villageoises qui démontrent leur attachement à scolariser leurs enfants, en recrutant à leurs propres frais des « maîtres parents », quand il n'y a pas d'instituteurs fonctionnaires. Ces initiatives communautaires positives méritent d'être vulgarisées auprès des parents réticents.

4.5.8. Par ailleurs, le fait de rendre l'école obligatoire pour les garçons et les filles, et ce jusqu'à la fin du cycle primaire, quel que soit l'âge auquel l'élève y parvient, pourrait permettre d'améliorer le taux de scolarisation, et de retenir les filles à l'école. Cette mesure plus ou moins coercitive sera assouplie par des accompagnements, en axant les efforts sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement, des structures d'accueil, de l'environnement humain autour de l'école..., et sur les bienfaits de l'éducation, qui permettent de casser le cycle de

⁴⁶ Équipe nationale, Banque mondiale et Pôle d'analyse sectorielle en éducation de Dakar (UNESCO-BREDA), *Éléments de Diagnostic du Système éducatif centrafricain – Contraintes et marges de manœuvre pour la reconstruction du système éducatif dans la perspective de la réduction de la pauvreté*, juillet 2007.

la pauvreté, et d'empêcher la transmission des inégalités de genre d'une génération à l'autre. Un dernier défi pour les retenir à l'école est de susciter l'abandon du mariage précoce et, pour cela, la mise à contribution des leaders communautaires s'avère nécessaire. Leur influence sur les populations sera décisive pour promouvoir l'abandon de cette pratique.

4.6. La situation du genre dans le secteur des infrastructures

4.6.1. En général, la population centrafricaine a un accès très limité aux infrastructures socioéconomiques de base ; les services publics sont faibles dans le pays, et les infrastructures existantes sont mal entretenues. L'ensemble du réseau routier est en mauvais état (84 %) et souvent impraticable durant la saison des pluies. Sur un total d'environ 25 000 km de routes, 692 km sont bitumés, 4 000 km sont des routes nationales, 5 000 km des routes régionales, et 15 000 km des pistes rurales ⁴⁷. En dehors du corridor Bangui-Douala (qui n'est pas entièrement bitumé), le réseau de routes bitumées est très limité ⁴⁸. Ce réseau routier est aussi inégalement réparti sur l'ensemble du territoire. En effet, il est centré sur la capitale, dans les régions de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Sud-Est. Les préfectures du Bamingui-Bangoran (Nord-Ouest), de la Vakaga (Nord) et du Haut Mbomou (Est) sont les plus enclavées du pays ⁴⁹.

4.6.2. Le transport fluvial s'effectue sur un réseau de 2 600 km environ, sur l'Oubangui, la Sangha, et dans une moindre mesure, la Lobaye, mais il est très dépendant des régimes pluviométriques. Ces fleuves ne sont navigables que de juillet à novembre, ils sont pourtant très importants pour le transport des produits importés comme le carburant, la farine, l'huile.

4.6.3. À cause de ces problèmes, la circulation des personnes, des biens et des capitaux reste faible. Par exemple, il faut environ 7 à 10 jours pour aller de Bangui à Douala (port du Cameroun), avec une soixantaine de points de contrôle des divers services administratifs (police, gendarmerie, eaux et forêts, douanes, municipalités), ce qui induit un coût variant de 250 000 francs CFA à 300 000 francs CFA par voyage ⁵⁰. La cherté des coûts du transport grève la valeur des marchandises transportées. En définitive, les populations rurales sont pénalisées en tant que productrices et commerçantes des produits agri-

⁴⁷ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, Université de Bangui, LACCEG / Département de Géographie, *Atlas de la République centrafricaine (estimations à partir des données du RGPH 2003)*, 2008.

⁴⁸ Groupe de la Banque africaine de Développement – Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM, *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

⁴⁹ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, Université de Bangui, LACCEG / Département de Géographie, *Atlas de la République centrafricaine (estimations à partir des données du RGPH 2003)*, 2008.

⁵⁰ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, Université de Bangui, LACCEG / Département de Géographie, *Atlas de la République centrafricaine (estimations à partir des données du RGPH 2003)*, 2008.

coles, et en tant que consommatrices et clientes pour les produits importés. Les femmes sont plus défavorisées que les hommes, parce qu'elles ont moins de revenus qu'eux.

4.6.4. Le secteur de l'énergie est caractérisé par l'insuffisance et l'instabilité de l'offre d'électricité. Cette situation augmente les coûts de production. Moins de 1 % de la population est connecté au réseau de la Société nationale d'électricité énergie centrafricaine (ENERCA). Une crise aigüe est survenue en 2008, avec les pannes simultanées des centrales hydroélectriques de Boali 1 et 2. Le pétrole lampant demeure la principale ressource pour l'éclairage dans le pays : 57,3 % des ménages l'utilisent, dont 72,2 % en milieu urbain et 49,8 % en milieu rural ⁵¹. Les problèmes dans ce secteur sont vécus par toute la population, mais ils sont plus aigus pour les femmes, car elles doivent assurer l'approvisionnement de leur famille en combustible de première nécessité, tels que le pétrole lampant.

4.6.5. On soutient souvent que les infrastructures sont « neutres » à l'égard du genre. Pourtant, l'absence ou le mauvais état des routes pénalise beaucoup plus les femmes que les hommes, puisqu'elles auront plus de mal à circuler qu'eux. Et quand bien même les routes sont construites ou réhabilitées, l'accès à ces infrastructures, les moyens pour pouvoir en profiter, les impacts sociaux et économiques qu'elles induisent ne sont pas identiques pour les hommes et les femmes. Aussi, il importe de mener dans ce secteur une analyse différenciée des problèmes, des priorités, des besoins, des intérêts et des retombées pour les hommes et les femmes par rapport à l'infrastructure à construire ou à réhabiliter. Les inégalités de genre liées aux infrastructures sont encore aggravées par l'insécurité, qui limite fortement les possibilités de circuler pour les femmes.

4.7. La situation du genre dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

4.7.1. Le taux de couverture en eau potable et en assainissement de la RCA est le plus faible d'Afrique, selon le DSPPC. Le taux d'accès à l'eau potable est estimé à 32 % en milieu urbain et 26 % en milieu rural ⁵². Les données fournies par le PNUD confortent cette estimation : près de 80 % de la population n'avaient pas accès à l'eau potable en 1995 contre 74 % en 2006, dont 68,5 % en milieu urbain et 74 % en milieu rural. Si cette tendance se maintient, c'est plus de 60 % qui n'y auront toujours pas accès en 2015 ⁵³ (OMD n°7, Cible 10). D'autres sources font état d'une meilleure situation. Ainsi, le MICS3 affirme qu'au niveau national, environ deux ménages sur trois (64 %) consom-

⁵¹ *Idem.*

⁵² Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

⁵³ PNUD, *Rapport de Suivi des OMD*, juin 2007.

ment de l'eau potable⁵⁴. Selon les responsables du ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, le gouvernement centrafricain s'est fixé un objectif à l'horizon 2015, de fournir 25 litres d'eau par jour et par personne en milieu rural, et 80 litres d'eau par jour et par personne en milieu urbain⁵⁵. Cela semble plus en cohérence avec les données avancées dans le Rapport de Suivi des OMD.

4.7.2. D'après le DSPPC, la situation en matière d'hygiène et d'assainissement est également déplorable. En effet, il ressort de cette étude que 69 % des ménages ne disposent pas des installations adéquates (toilettes). Le Rapport de Suivi des OMD rapporte une situation identique : au niveau national, très peu de ménages disposent d'installations sanitaires hygiéniques et acceptables (13 %) ⁵⁶. L'AGVSAN est plus explicite sur la question : les latrines traditionnelles (67 %) sont de très loin le type d'installation le plus fréquent. Les latrines modernes sont généralement utilisées dans les centres urbains (17,4 %) tandis que le recours à la nature est le fait des ménages ruraux (35,5 %) ⁵⁷. Selon les résultats du MICS3, 53 % des ménages utilisent des installations sanitaires améliorées au niveau national. Cette proportion serait de 66 % en milieu urbain contre 43 % en milieu rural ⁵⁸.

4.7.3. Pour la gestion des ordures ménagères, les services urbains y afférant ne fonctionnent plus, et leur rétablissement nécessiterait des investissements importants dans un contexte d'urbanisation rapide, notamment à Bangui. Les zones rurales sont également affectées par le manque d'équipements collectifs ⁵⁹. Il ressort des résultats de l'enquête ECASEB ⁶⁰ que sur l'ensemble du pays, 7 ménages sur 10 optent pour la nature pour évacuer leurs ordures, à peu près deux ménages sur 10 pratiquent l'incinération, un ménage sur 10 effectue l'enfouissement, et un peu moins de 1 % des ménages utilise la poubelle publique.

4.7.4. La gestion communautaire des points d'eau constitue un enjeu important pour l'égalité de genre. Souvent, un comité communautaire est mis en place pour prendre en main cette gestion, et surtout, pour assurer l'entretien de l'infrastructure. En raison de la construction socioculturelle des rôles, les

⁵⁴ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Suivi de la situation des enfants et des femmes, MICS-3 2006 (Rapport préliminaire)*, Bangui, mars 2007.

⁵⁵ Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, Direction des Études et des Affaires juridiques, *Les réalisations du ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique*, Bangui.

⁵⁶ PNUD, *Rapport de Suivi des OMD*, juin 2007.

⁵⁷ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Analyse globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)*, mai-juin 2009.

⁵⁸ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Suivi de la situation des enfants et des femmes, MICS-3 2006 (Rapport préliminaire)*, Bangui, mars 2007.

⁵⁹ Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

⁶⁰ Secrétariat technique national chargé du DSRP, *Rapport de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Évaluation du Bien Être (ECASEB)*, 2008.

membres de ces comités sont en majorité sinon tous des hommes, alors qu'il s'agit de gestion de l'eau, dont la femme est la principale pourvoyeuse et utilisatrice dans la vie quotidienne. Mais les femmes commencent à intégrer ces comités, et à revendiquer leur droit d'y participer. Ce changement ouvre la voie à une plus grande visibilité des femmes dans la gestion de la vie communautaire, jusque-là détenue par les hommes. Les femmes pourront ainsi accéder graduellement aux instances de décision, ce qui va favoriser leur plus grande représentation aux différents niveaux de la vie publique.

4.7.5. Dans le cadre des projets de développement, l'approche consistant à mettre en place des comités de gestion communautaire favorisera la participation et l'appropriation par ces communautés de leur propre développement. Elle serait encore plus pertinente si le système de quota entre les hommes et les femmes est institué au sein de ces comités, pour équilibrer la représentation masculine et féminine, afin de promouvoir l'égalité de genre.

4.8. La situation du genre dans le secteur minier

4.8.1. La RCA regorge d'importantes ressources minières, localisées spécifiquement à l'Est et à l'Ouest du pays. En plus du diamant, qui représente la principale exploitation minière, il existe des gisements d'or, d'uranium, de fer, de cuivre, de calcaire et de lignite. Le secteur minier représente 7 % du PIB et 45 % des recettes d'exportation. La quasi-totalité de la production est exportée, souvent de manière frauduleuse ⁶¹. Mais en 2008 les exportations de diamant ont baissé de 25,5 % par rapport à 2007, et de 38 % par rapport aux prévisions en début d'année. Dans ces conditions, les taxes perçues par l'État ont également diminué de 18 % entre juin 2007 et juin 2008. Plusieurs sites miniers artisanaux ont arrêté leurs activités, tandis que les grandes sociétés minières commencent à réduire leur programme d'investissement et de production ⁶².

4.8.2. Pourtant, ce secteur emploie environ 80 000 artisans, et 400 000 à 500 000 personnes dépendent des ressources engendrées par l'activité minière, soit 9 à 12 % de la population totale. Les femmes y exercent principalement le petit commerce, mais elles participent aussi aux activités d'exploitation du diamant, en exécutant des tâches comme le transport de gravier (43 %), le creusage (42,0 %), le puisage de l'eau (32,8 %), la digue (29,8 %), le transport de matériels (15,4 %) et la supervision (9,8 %) ⁶³.

4.8.3. En général, l'activité minière a des effets pervers comme le dévelop-

⁶¹ Fonds africain de Développement [Département ORCE], *Rapport d'étude sur le VIH/Sida dans le secteur minier : Évaluation des facteurs de vulnérabilité*, août 2008.

⁶² Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

⁶³ Fonds africain de Développement [Département ORCE] *Rapport d'étude sur le VIH/Sida dans le secteur minier : Évaluation des facteurs de vulnérabilité*, août 2008.

pement incontrôlé des activités et du commerce, y compris le travail du sexe, l'abandon de l'agriculture et les mouvements migratoires. Ces effets touchent beaucoup plus les femmes que les hommes. En effet, ils entraînent la dislocation de la cellule familiale, en cas de migration du mari vers les zones minières (séparation, divorce, adultère, polygamie...) ; dans ce cas, la femme devient « chef de ménage », ce qui suppose pour elle une importante charge de travail et des responsabilités accrues dans un contexte marqué par la faiblesse du rendement agricole et des revenus.

4.8.4. Dans les zones minières les femmes travaillent dans des activités informelles, ou faiblement rémunérées, vivent dans la précarité quand elles sont des travailleuses du sexe, et sont plus vulnérables aux IST et au VIH/Sida. Elles sont exclues de la vente du diamant et des bénéfices qui en découlent : en effet, elles ne sont ni des artisanes ni des ouvrières dans les mines, et n'ont pas accès à la commercialisation du diamant. Ces femmes vivent dans des conditions de pauvreté parfois extrêmes, dans des régions qui disposent pourtant de richesses importantes comme le diamant.

V. Le genre et les thèmes transversaux

5.1. La situation des hommes et des femmes dans le processus de prise de décision

5.1.1. En RCA, comme dans la plupart des sociétés africaines, les rôles politiques procurant pouvoir et prestige sont traditionnellement attribués aux hommes. Les femmes sont faiblement représentées à tous les niveaux des instances de décision publiques, comme le montre le tableau qui suit :

Tableau 6. Représentation féminine dans les instances de décision publiques

<i>Instances de décision / Fonction</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Nombre d'hommes</i>
Cabinet présidentiel	3	
Primature	3	
Ministres	4	30
Directeurs de Cabinet ministériel	3	29
Haut Conseil de la Communication	3	6
Cour constitutionnelle	4	5
Haut Conseil de la Médiation	2	5
Conseil économique et social	8	66
Ambassadeur	1	14
Chargée d'Affaires	1	
Députés	10	94
Comité Préparatoire du Dialogue politique inclusif	1	24
Comité de Suivi du Dialogue politique inclusif	1	17
Conseil électoral indépendant	1	29
Membres influents de partis politiques	3	45

Source : Association G 23 et Association des Femmes juristes, février 2010

5.1.2. Dans la Justice, le tableau ci-après fait également état de la faible présence des femmes.

Tableau 7. Représentation féminine dans le secteur de la Justice

<i>Corps</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>
Magistrats	7	143	150	4,6 %
Greffiers	27	89	116	23,2 %
Notaires	3	5	8	37,50 %
Avocats	9	85	94	9,5 %
Régisseurs	5	32	37	13,5 %

Source : Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'homme, Garde des Sceaux, février 2010

5.1.3. Au niveau des structures décentralisées, on note trois femmes sur 16 préfets ; 6 femmes sur 76 sous-préfets ; 10 femmes sur 168 maires. Quant aux délégations spéciales auprès des Communes, la situation est résumée par les données contenues dans le tableau suivant :

Tableau 8. Représentation féminine dans les délégations spéciales des Communes

<i>Responsabilités</i>	<i>Total</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>
Président	146	135	11	7,5 %
1 ^{er} Vice Président	135	125	10	7,4 %
2 ^e Vice Président	43	36	7	16,2 %
Membre	473	394	79	16,7 %

Source : Décret n° 09 433 portant nomination des présidents et membres des délégations spéciales auprès des communes (Toutes les communes sauf Bangui)

5.1.4. Au niveau communautaire, on retrouve quelques femmes chefs de quartier ou de groupe. L'accès à ces postes se fait par lignée, et la femme n'y est éligible que s'il n'y a pas de successeur masculin crédible pour être élu. Les femmes sont présentes dans les conseils de villages et y siègent au même titre que les hommes, sauf dans les communautés très influencées par la religion musulmane. Par ailleurs, ces dernières années une multiplication des groupements villageois a été notée (plus de 1150 dont 800 pour le coton et 350 pour le café)⁶⁴. Mais la participation des femmes rurales dans ces groupements n'est pas documentée. Des visites effectuées auprès de quatre comités de l'eau peuvent donner un petit aperçu (sans que l'on puisse néanmoins le généraliser) de cette représentation féminine dans la gestion communautaire : elle varie de

⁶⁴ Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille, *Plan d'actions national de la Politique nationale de Promotion de l'Égalité et de l'Équité* (sur la base des données du RGPH03), 2007.

35 % à 100 % des membres des comités. On note aussi une présence massive des femmes dans les associations et Organisations non gouvernementales (ONG), où elles peuvent participer à la prise de décision, et surtout échanger, élargir leurs connaissances, et s'épanouir. On relève la même importance numérique des femmes au sein des partis politiques, par contre, ces militantes n'accèdent pas à des postes de décision.

5.1.5. En général, la femme centrafricaine est faiblement représentée dans les instances de décision et, de ce fait, participe faiblement au processus de prise de décision. Cette situation la confine à un rôle d'exécution des décisions prises, même pour celles qui la concernent directement. Elle ne lui permet pas non plus de s'exprimer, ni de faire valoir ses opinions et ses choix. Agir en faveur d'une meilleure représentation féminine dans les différentes instances de décision peut se faire à trois niveaux : (i) au niveau des autorités nationales pour qu'elles adoptent des mesures incitatives pour cette représentation féminine, telles que l'établissement d'un quota pour les femmes dans les postes nominatifs et électifs ; (ii) au niveau des femmes elles-mêmes, qui nécessitent des renforcements de capacités, afin qu'elles aient assez de confiance en elles pour se porter candidates ou postuler pour un poste de décision, et qu'elles aient les compétences nécessaires pour l'exercer ; (iii) au niveau de la population, qui a besoin d'apprendre à faire plus confiance aux femmes, et à leur attribuer les rôles qu'elles méritent dans la société.

5.2. La Violence basée sur le Genre (VBG)

5.2.1. Les données de l'enquête MICS3 révèlent l'ampleur du phénomène des violences domestiques envers les femmes : environ une femme sur cinq (18 %) a affirmé avoir subi au moins une forme de violence physique au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête ; 12 % des femmes enquêtées ont été victimes de violence sexuelle, 7 % de ces femmes ont été forcées par leurs maris/partenaires à avoir des rapports sexuels, et 3 % ont été obligées à pratiquer d'autres actes sexuels contre leur gré. Au niveau national, quatre femmes sur cinq (81 %) ont subi une violence psychologique dont les causes sont nombreuses. On note par ordre de priorité les raisons suivantes : a) la colère du conjoint si la femme parle à d'autres hommes (60 %) ; b) le mari qui insiste pour savoir où se trouve la femme à tout moment (56 %) ; c) le manque de confiance en ce qui concerne la gestion de l'argent (41 %) ; d) les accusations d'infidélité (38 %) et l'interdiction de rencontrer des amies ⁶⁵.

5.2.2. Nombreuses sont les femmes victimes de violences basées sur le genre à l'extérieur de leur foyer. Il s'agit, en premier lieu, du viol utilisé comme arme de guerre, pendant les périodes de conflits armés. Aux violences sexuelles avec les traumatismes physique et psychologique qui en résultent, il faut ajouter

⁶⁵ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *MICS-3 Violences domestiques en RCA*, Bangui, novembre 2007.

la transmission du virus du Sida. Il y a aussi le harcèlement sexuel en milieu professionnel, scolaire et même carcéral, ces harcèlements pouvant aller jusqu'au viol. On notera particulièrement le chantage effectué sur les jeunes filles en demande d'emploi, à qui on impose un « nouveau contrat » qui conditionne l'obtention du poste demandé. Les pratiques coutumières comme le lévrat, « la purification de la veuve »⁶⁶, le mariage précoce, le « devoir d'hospitalité »⁶⁷ sont autant d'actes de violence exercés envers les femmes. Enfin, on observe les nouvelles formes d'esclavage, telles que les servantes domestiques et les enfants marchands ambulants.

5.2.3. Les violences basées sur le genre, qu'elles soient domestiques ou non, sont persistantes parce que l'auteur de la violence, la famille et la société exercent une telle emprise sur la femme victime, qu'elle n'ose pas en parler, la dénoncer, et encore moins recourir à l'assistance d'une tierce personne. La violence basée sur le genre semble être un sujet tabou, la preuve en est qu'il y a très peu de données disponibles sur ce phénomène qui a fait l'objet d'un petit volet complémentaire dans l'enquête MICS3, qui est elle-même une étude spécifique et parcellaire. Rares sont les actions de prévention et de répression notées sur la question. Il en est de même pour les structures mises en place pour assister ou accueillir les femmes victimes, en dépit de la loi relative à la protection de la femme contre les violences. Suite aux horreurs commises pendant les conflits armés, la culture de la violence paraît tellement ancrée au sein de la population, que la violence basée sur le genre est devenue banale et ne suscite que l'indifférence, voire la culpabilisation de la victime par la communauté. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de la traiter en priorité par rapport à d'autres actions sexo-spécifiques, parce qu'il s'agit d'une violation de droit fondamental humain, et quelquefois d'atteinte à la vie humaine elle-même.

5.2.4. Un avantage important pour la lutte contre la VBG est l'existence d'une loi portant protection de la femme contre les violences. Il s'agit alors d'élaborer une stratégie de communication relative à cette loi, axée sur la « dénonciation » des pratiques violentes envers les femmes dans le pays, afin de briser « la loi du silence » qui est instaurée autour de ce problème. Elle consistera essentiellement en des campagnes d'information et de sensibilisation du grand public, sur la réalité des VBG, sur leurs manifestations, et sur les moyens de les éradiquer, notamment l'application de la loi pour les punir. La prise de conscience de la population sur l'importance de ce problème sera la première étape du processus pour éliminer les VBG.

⁶⁶ La « purification de la veuve » est une pratique qui consiste à demander à la veuve d'avoir un rapport sexuel avec un proche parent de son défunt mari, avant d'avoir droit à une nouvelle vie sexuelle.

⁶⁷ Le « devoir d'hospitalité » consiste à « offrir » des services sexuels à un notable ou à une autorité en visite dans une localité. Une jeune fille de la localité est désignée par le chef coutumier pour lui fournir ces services, et elle ne peut pas refuser de le faire.

5.3. Les questions de genre dans l'environnement et les changements climatiques

5.3.1. La RCA est à cheval sur deux grandes zones climatiques, sahélienne au Nord et équatoriale au Sud et dispose de deux bassins hydrographiques au nord (relié au lac Tchad) et au sud (relié au Congo), le tout souffrant des effets de la détérioration des conditions climatiques. Le projet de transfert des eaux de l'Oubangui-Chari vers le Lac Tchad, dont les études de faisabilité sont en cours, s'il se réalisait, pourrait avoir des impacts socioéconomiques et environnementaux importants sur les groupes vulnérables (en particulier les populations rurales pauvres, en majorité des femmes) dont les activités économiques et la survie dépendent de la pérennité de ce réseau hydrographique. La prise en compte de la dimension genre dans le montage de ce projet constitue donc un aspect très important. La flore et la faune sont riches et diversifiées, mais ce potentiel économique est menacé par l'augmentation du braconnage (éléphants et rhinocéros) et de la déforestation⁶⁸ (industrie forestière non réglementée, pratiques agricoles et pastorales extensives, besoins en énergie domestique).

5.3.2. Les fortes potentialités en ressources naturelles de la RCA sont utilisées à des fins de production par un mode d'exploitation et de gestion non durable. Le secteur forestier, qui est la première source de recettes d'exportations (48,3 %) génère 8,3 milliards de francs CFA de taxes par an, et constitue l'une des deux principales sources d'emplois formels, avec plus de 4 000 emplois réguliers et de nombreux saisonniers⁶⁹. Il importe toutefois de souligner que l'industrie forestière n'a pas suffisamment évolué vers le respect optimal des règles et des normes d'abattage et d'aménagement privilégiant la préservation⁷⁰. Ensuite, les systèmes de production relèvent souvent d'une juxtaposition d'activités, très tributaires de la nature pour la diversification des sources de revenus : 100 % des pratiques agricoles sont extensives et sur brûlis, 100 % des activités pastorales sont liées à la transhumance, s'y ajoutent la cueillette, les coupes de bois, la production de charbon de bois. Enfin, les besoins en énergie domestique, notamment le bois de chauffe, provoquent une ponction de plus en plus importante au niveau des forêts, ce qui accélère la déforestation : 100 000 ha de forêts sont détruits chaque année⁷¹. À ce propos, le tableau qui suit est explicite.

⁶⁸ Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

⁶⁹ Groupe de la Banque africaine de Développement – Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM, *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

⁷⁰ PNUD, *Rapport de Suivi des OMD*, juin 2007.

⁷¹ Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille, *Plan d'actions national de la Politique nationale de Promotion de l'Égalité et de l'Équité* (sur la base des données du RGPH03), 2007.

Tableau 9. Ressources énergétiques utilisées par les ménages pour la cuisson au niveau national et par milieu de résidence (pourcentage des ménages qui utilisent la ressource)

	<i>Bois</i>	<i>Charbon</i>	<i>Pétrole</i>
Milieu urbain	89,0	2,8	0,9
Milieu rural	92,9	0,7	0,2
National	91,6	1,4	0,4

Source : Atlas de la République centrafricaine

5.3.3. Sur le plan institutionnel, les mesures administratives, juridiques et techniques de gestion et d'aménagement sont insuffisantes pour garantir la conservation de la biodiversité. Ces mesures sont peu connues des acteurs, ou sont contournées en raison de la faiblesse du dispositif de contrôle. Et la politique de gestion du patrimoine n'est pas soutenue par un mécanisme de planification durable. Depuis son élaboration, en 1998, le Plan national d'action environnemental n'est toujours pas appliqué ⁷². Cependant, des efforts méritent d'être relevés : la RCA est membre de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) et a ratifié les conventions sur les changements climatiques, la diversité biologique et la lutte contre la désertification. Un nouveau Code forestier et un Code minier révisé ont été adoptés respectivement en octobre 2008 et avril 2009. Outre la transparence et la compétition dans le processus d'attribution des titres d'exploitation forestière, le nouveau Code forestier permet la prise en compte effective des intérêts des communautés riveraines aux domaines sous permis d'exploitation. Une partie des recettes relatives aux taxes forestières et fauniques est versée dans un compte d'affectation spéciale de développement forestier et touristique (CAS-DFT), et utilisée pour financer les projets de développement desdites communautés ⁷³.

5.3.4. La dégradation avancée de ces ressources naturelles a des répercussions durement ressenties au niveau des populations et en particulier des femmes : celles-ci ont de plus en plus de difficultés pour s'approvisionner en eau et en bois de chauffe, leurs activités agricoles sont soumises aux aléas climatiques et l'appauvrissement du sol induit un faible rendement. L'utilisation du bois de chauffe et du charbon pour la cuisine est une source de pollution domestique et de problèmes de santé, notamment pour les enfants. Ces problèmes se traduisent essentiellement par des infections respiratoires aiguës qui sont la première cause de décès des enfants de moins de 3 ans ⁷⁴. Le rendement

⁷² PNUD, *Rapport de Suivi des OMD*, 2007.

⁷³ Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

⁷⁴ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, Université de Bangui, LACCEG / Département de Géographie, *Atlas de la République centrafricaine (estimations à partir des données du RGPH 2003)*, 2008.

du travail des femmes baisse en raison des maladies fréquentes dont elles souffrent ainsi que leurs enfants, du fait de la pollution de l'eau et de l'air.

5.3.5. Si l'identification et la gestion des projets communautaires dans le cadre du CAS – DFT se font de manière participative avec les populations riveraines concernées, une représentation équilibrée hommes/femmes dans l'instance de gestion contribuerait à intégrer les femmes dans le processus de prise de décision au niveau de leur communauté et à préserver leurs intérêts spécifiques. Cette représentation considèrerait les femmes comme les premières utilisatrices des ressources naturelles, donc les principales victimes de leur dégradation, mais également comme des actrices à part entière dans leur gestion et leur exploitation plus rationnelle et, partant, de leur préservation.

5.4. Les questions de genre dans la lutte contre le VIH/Sida

5.4.1. La RCA occupe le 10^e rang mondial des pays les plus touchés par la pandémie du VIH/Sida. Le taux de prévalence du VIH/Sida, qui se situait à 6,2 % en 2006 pour les personnes de 15 à 49 ans, est le plus élevé de la zone CEMAC. La prévalence est presque deux fois plus élevée en milieu urbain (8,3 %) qu'en milieu rural (4,7 %).

5.4.2. La prévalence du VIH/Sida est presque deux fois plus élevée chez les femmes (7,8 %) que chez les hommes (4,3 %) du même groupe d'âge. La prévalence chez les femmes est plus élevée que chez les hommes, quel que soit le groupe d'âge, à l'exception de celui des 35-39 ans pour lequel on note une inversion de cette vulnérabilité des femmes (10,1 % chez les hommes contre 8,1 % chez les femmes). Ces chiffres confirment la plus grande vulnérabilité des femmes à l'infection au VIH. Un résultat similaire est d'ailleurs observé partout ailleurs en Afrique subsaharienne. La prévalence augmente de façon régulière avec l'âge pour atteindre son pic à 30-34 ans chez les femmes (11,8 %) et à 35-39 ans chez les hommes (10,1 %). Les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) seraient moins infectés que les adultes⁷⁵ mais, paradoxalement, plus de la moitié des nouveaux cas d'infection à VIH concernent cette tranche d'âge⁷⁶. En RCA, 12,6 % des femmes et 5,8 % des hommes ayant un niveau d'instruction secondaire ou supérieur sont infectés contre respectivement 5,1 % des femmes et 2,6 % des hommes non instruits. Les personnes vivant dans les ménages aisés sont les plus touchées par l'épidémie⁷⁷.

5.4.3. Le fait d'avoir entendu parler du VIH, qui est le niveau de connaissance le plus superficiel de l'épidémie, est encore loin d'être général, malgré

⁷⁵ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *MICS 2006 Sérologie du VIH & Sida en RCA*, novembre 2007.

⁷⁶ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Suivi de la situation des enfants et des femmes, MICS-3 2006 (Rapport préliminaire)*, Bangui, mars 2007.

⁷⁷ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *MICS 2006 Sérologie du VIH & Sida en RCA*, Bangui, novembre 2007.

l'ampleur de l'épidémie. Deux femmes sur dix et un homme sur dix n'ont pas encore entendu parler du Sida ⁷⁸. Le niveau de connaissance exhaustive est relativement meilleur dans les zones urbaines (21 %) que dans les zones rurales (13 %). De même, ce pourcentage est plus élevé chez les femmes de niveau secondaire ou plus (28 %) que chez celles sans instruction (12 %) ou de niveau primaire (17 %) ⁷⁹. À propos des comportements à risques, environ une femme sur quatre (24 %) a affirmé avoir eu des rapports sexuels avec un partenaire occasionnel au cours des 12 mois précédant l'enquête. Parmi celles-ci, 41 % seulement ont affirmé avoir fait usage du préservatif. En outre, les femmes sans instruction sont les moins nombreuses (25 %) à utiliser le préservatif lors des rapports sexuels à haut risque au cours des douze derniers mois contre 37 % chez celles de niveau primaire et 55 % chez celles de niveau secondaire ou plus ⁸⁰. Une étude menée dans les zones minières en août 2008 révèle que la prédominance des rapports sexuels occasionnels, le travail du sexe, la non utilisation des condoms, le flux migratoire constituent des facteurs importants de propagation du VIH dans ces zones. De plus, la consommation d'alcool, la précarité de la vie, l'attrait de l'argent, les mœurs libres en matière de sexualité sont autant de déterminants de cette propagation ⁸¹.

5.4.4. Le Gouvernement a fait de la lutte contre le VIH/Sida une priorité. C'est ainsi que les proportions des personnes infectées mises sous ARV ont augmenté, passant de 3 900 en 2006 à 14 449 en 2009. Par ailleurs, 10 339 poches de sang ont été testées en 2009 et 26,88 % d'écoles ont inclus un enseignement relatif au VIH dans les programmes de préparation à la vie active au cours de l'année scolaire 2008-2009 ⁸². Pour faire face à ce grave problème de santé publique, la RCA a élaboré un cadre stratégique national de lutte contre le VIH/Sida 2006-2010 et un plan stratégique 2006-2010, et a mis en place un Comité national de lutte contre le sida rattaché à la Primature. Ce cadre stratégique national inclut de nouveaux volets comme la prise en charge et le soutien aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH), l'atténuation de l'impact et la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST). La prévention à travers la communication pour le changement de comportement (CCC), demeure un élément central de cette stratégie nationale, mais elle gagnerait à intégrer la dimension du genre, compte tenu des faits relatés ci-dessus ⁸³.

⁷⁸ Groupe de la Banque africaine de Développement [Département ORCE et Groupe de la Banque mondiale – Département AFCCM], *Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012*, juin 2009.

⁷⁹ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Suivi de la situation des enfants et des femmes, MICS-3 2006 (Rapport préliminaire)*, Bangui, mars 2007.

⁸⁰ *Idem*.

⁸¹ Fonds africain de Développement, [Département ORCE], *Rapport d'étude sur le VIH/Sida dans le secteur minier : Évaluation des facteurs de vulnérabilité*, août 2008.

⁸² Coordination nationale du CNLS, Rapport UNGASS, 2010.

⁸³ Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *MICS 2006 Sérologie du VIH & Sida en RCA*, novembre 2007.

5.4.5. La plus grande vulnérabilité de la femme centrafricaine par rapport à l'homme face au VIH/Sida est liée au fait qu'elle a un faible niveau d'instruction et une connaissance limitée sur ce fléau et surtout sur les moyens de prévention y afférant. Par ailleurs, la femme n'a souvent pas la possibilité de négociation (pouvoir de dire « non » à l'homme) en cas de rapport sexuel à risque.

VI. Conclusion

6.1. Le présent rapport a proposé l'état des lieux de la situation du genre en RCA, et a mis en évidence des facteurs favorables ou non à la promotion de l'égalité et de l'équité entre hommes et femmes dans ce pays.

6.2. L'importance accordée par le Gouvernement à la prise en compte de la dimension genre et à la pleine participation des femmes à la consolidation de la paix et du développement du pays fait partie de ces facteurs favorables. C'est pourquoi le Gouvernement a mis en place une Direction générale de la promotion de la femme. Il a également adopté la PNPEE et son plan d'actions, ainsi que des lois prônant l'égalité entre hommes et femmes, ainsi que la protection de la femme. Le Gouvernement a aussi ratifié les principaux instruments internationaux en faveur de l'égalité de genre, en particulier la CEDEF. Ces réalisations montrent sa volonté d'engager le processus d'institutionnalisation du genre en RCA.

6.3. Cependant, certains facteurs freinent ce processus. Parmi eux, on peut citer, entre autres, le contexte de stabilité et de sécurité encore relatives, qui contrarie la mise en œuvre, aussi bien des activités productives de la population, que des efforts du Gouvernement pour instaurer la paix et lutter contre la pauvreté. Les actions en faveur du genre n'échappent pas à cette influence négative du climat d'incertitude qui prévaut dans le pays. Il faut noter également les « pesanteurs socio culturelles » défavorables pour l'égalité de genre, qui sont fortement ancrées dans les pratiques des hommes et des femmes, des familles et des communautés centrafricaines, et qui sont difficiles et lentes à changer.

6.4. Un atout important en faveur de l'égalité de genre est constitué par la présence des différents partenaires au développement, qui appuient le processus de consolidation de la paix et du développement, sans oublier celui de l'institutionnalisation du genre. Plusieurs actions de promotion de l'égalité et de l'équité ont déjà été réalisées grâce à leur concours. En effet, certaines sont en cours de mise en œuvre et d'autres vont se mettre en place. Le gouvernement, les institutions nationales et la société civile centrafricaine devraient mettre à profit ce contexte de partenariat international favorable, pour renforcer le processus d'institutionnalisation du genre en RCA. Le leadership pour cette institutionnalisation du genre leur appartient, la BAD, les partenaires au développement viendront en appui à leurs initiatives et efforts propres.

VII. Les principales recommandations et les actions prioritaires

7.1. Les principales recommandations

À l'attention du Gouvernement centrafricain

7.1.1. Il convient de rendre effectif et opérationnel le cadre politique et institutionnel déjà en place, par un renforcement des capacités (financières et humaines) du ministère chargé du Genre pour la prise en compte de la dimension du genre dans toutes les interventions de développement. Il faudra aussi créer un département spécifique pour l'entrepreneuriat et l'emploi féminins. Le renforcement des capacités nationales pour opérationnaliser le suivi et l'évaluation dans le domaine du genre, et la budgétisation selon le genre complèteront cet effort.

7.1.2. Il faudra mettre en cohérence le cadre juridique pour le genre avec les conventions internationales ratifiées par la RCA. Il est nécessaire d'appliquer le principe général de droit sur l'égalité entre femme et homme (Code de la Famille, Code électoral) et d'élaborer une stratégie de lutte contre la violence basée sur le genre, en collaboration avec les différentes institutions, le personnel judiciaire, la société civile, les associations féminines, les responsables coutumiers et religieux. Enfin, il importe d'instituer des mesures pour augmenter le nombre de femmes au niveau des postes de décision.

7.1.3. Le Gouvernement devra renforcer l'institutionnalisation des points focaux formés dans les différents départements ministériels, lesquels devront être systématiquement impliqués dans l'élaboration des programmes, projets ou plans respectifs, en vue de veiller à l'intégration du genre dès la phase de conception.

Pour la Banque africaine de Développement

7.1.4. La Banque pourrait apporter ses appuis institutionnels au ministère chargé du Genre pour mieux intégrer cette question dans les interventions de développement. Elle pourrait mettre à la disposition du Gouvernement une expertise technique, en vue de la mise en place et de l'opérationnalisation d'un système national de suivi et d'évaluation dans le domaine du genre, et de la budgétisation sensible au genre, avec le renforcement de capacités correspondant.

7.1.5. L'appui au renforcement du pouvoir économique des femmes consistera à soutenir la création d'une structure chargée de l'entrepreneuriat et de

l'emploi féminins, pour le montage de projets économiques destinés aux femmes, notamment dans le secteur agricole, pour la structuration des femmes rurales en groupements, la facilitation de leur accès aux moyens de production et au « micro crédit avec éducation », pour l'amélioration de l'artisanat et le développement des activités génératrices de revenus pour les femmes.

Cet appui au renforcement du pouvoir économique des femmes devra être accompagné d'un fonds de développement susceptible de leur faciliter l'accès au crédit avec un allègement des conditionnalités.

Pour tous les acteurs du développement en RCA

7.1.6. En vue de l'institutionnalisation du genre, les acteurs du développement devraient participer à l'actualisation et à la mise en œuvre de la PNPEE et de son Plan d'action, collaborer à la mise en place et l'opérationnalisation d'un système national de suivi et d'évaluation dans le domaine du genre et contribuer à la réalisation d'un état des lieux sur la VBG, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la VBG.

7.1.7. Enfin, pour le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers, il est particulièrement recommandé d'effectuer des investissements conséquents en faveur de l'éducation des filles et leur maintien à l'école. L'intégration de la dimension du genre dans le système éducatif pourra favoriser un véritable changement de comportement des populations à la base et de la situation de la femme.

7.2. Les actions prioritaires

Les interventions prioritaires proposées ici tiennent compte de l'analyse de la situation du genre faites dans le présent PGP et des domaines d'investissement du DSPPC. Ces actions pourraient être examinées dans le cadre de la facilité en faveur des États fragiles.

7.2.1. Action prioritaire 1 : le renforcement institutionnel de la structure gouvernementale chargée du genre

Les actions suivantes devraient être entreprises :

- la mise à disposition d'une assistance technique pour renforcer le processus d'institutionnalisation du genre. Sa principale mission sera d'appuyer la structure nationale en charge du genre pour actualiser et opérationnaliser la PNPEE et son plan d'action et mettre en place un système de suivi-évaluation du genre au niveau national ;
- l'élaboration d'un plan de formation et du programme correspondant sur le genre ; l'organisation, la mise en œuvre et le suivi d'actions de formation pour le personnel de la structure de veille pour le genre, les PFG et le comité secto-

riel, les organisations de la société civile et différentes personnes ressources nationales. Ces actions seront concentrées sur les approches, les méthodes et outils pour l'intégration du genre à différents niveaux, notamment dans le processus de décision et dans les secteurs de développement, en planification, suivi-évaluation du genre et selon le genre, y compris la grille de vérification du genre dans les projets de développement, et en budgétisation selon le genre.

7.2.2. Action prioritaire 2 : l'appui à la structure chargée de l'entrepreneuriat et de l'emploi féminins

Dans le DSPPC, il est dit que « le Groupe de la Banque mondiale et la BAD poursuivront de manière concertée les efforts visant à promouvoir l'équité de genre et la responsabilisation des femmes aux niveaux politique et économique ». Outre les actions spécifiques prévues dans le cadre des projets, la BAD financera la promotion de la participation des femmes au développement socioéconomique dans le cadre de l'appui ciblé de la FEF, à travers notamment un détachement d'experts en faveur des associations et des groupements de femmes.

Ainsi, une action pourrait être initiée pour appuyer la mise en place d'une structure spécifique pour l'entrepreneuriat et l'emploi féminins, pour élaborer et mettre en œuvre un projet conjoint portant sur le développement de stratégie(s) et la réalisation d'actions de renforcement du pouvoir économique des femmes, de leur rôle dans la production agricole et la sécurité alimentaire en RCA, et leur structuration, tout cela en collaboration avec le Guichet unique des formalités pour les entreprises, des institutions de micro finance et d'autres partenaires.

7.2.3. Action prioritaire 3 : la Violence basée sur le Genre

Des actions devraient être menées et des réponses efficaces apportées au problème de VBG par :

- la réalisation d'une étude faisant l'état des lieux sur la violence basée sur le genre;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes ;
- l'appui au ministère de la Justice, aux acteurs de la société civile, et aux différentes parties prenantes pour la mise en place et le fonctionnement d'un dispositif prenant en charge les victimes de violence basée sur le genre.

Annexe 1

Glossaire des termes et concepts

Activité procréatrice : Ensemble de tâches liées à la procréation et au maintien de la vie des ressources humaines, ce qui comprend l'entretien de la maison, de la famille, de la collectivité – ramassage du bois de chauffage, alimentation de la maison en eau, préparation des repas, soins des enfants (et peut-être des personnes âgées) – l'éducation, l'hygiène et les obligations sociales déterminées par la collectivité (activités liées aux naissances, aux mariages et aux funérailles). Ces activités ne sont généralement pas rémunérées et ne sont pas, très souvent, prises en compte dans les chiffres et les revenus de l'emploi, parce qu'elles sont considérées comme des activités non économiques.

Analyse des sexo-spécificités : Évaluation systématique des politiques et pratiques touchant les femmes et les hommes respectivement ainsi que les rapports sociaux et économiques existant entre eux. L'application d'un point de vue axé sur le genre à la question de développement qu'on traite, exige une analyse de la division du travail selon le genre, l'identification des besoins et des priorités des femmes et des hommes, celle des chances et des obstacles qui existent dans la voie de la réalisation des objectifs de développement, ainsi que le choix d'une stratégie d'intervention appropriée.

Avantage : Revenu, bien matériel ou aliments pour la consommation ou la vente, mais aussi statut, pouvoir, respect et reconnaissance.

Besoin des femmes et des hommes : Besoin tenant à la situation relative des femmes (et des hommes) par rapport à la division du travail selon le genre. Habituellement, les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes besoins. Par exemple, il existe deux types de besoins pour les femmes :

Besoins pratiques : Ils sont liés à la division traditionnelle du travail et propres à des groupes de femmes en particulier. Ils renvoient à des nécessités immédiates perçues (nourriture, logement, revenu) et sont spécifiques à un contexte. Les projets visant à répondre à ces besoins comprennent des programmes d'octroi de crédit, de production de revenu d'appoint, de moulins à grains, de services de santé, d'adduction d'eau et d'assainissement. Ils font participer les femmes à titre de bénéficiaires et de participantes et influent sur leurs conditions.

Besoins stratégiques : Besoins à long terme et qui mettent en cause la répartition du travail selon le genre et l'absence d'égalité entre les femmes et les hommes. Les projets qui répondent à ces besoins comprennent les droits juridiques, l'acquisition de compétences et la formation au leadership. Ils font participer les femmes à titre d'agents et ont une incidence sur la position des femmes par rapport aux hommes.

Budget sensible au genre : Il s'agit de prendre en compte l'incidence que le budget d'une administration publique ou d'une organisation a sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons, des groupes de femmes et d'hommes et des groupes de filles et de garçons. Il ne s'agit ni d'un budget séparé ni de la recherche de ressources supplémentaires pour les femmes.

Développement : Processus par lequel les membres d'une société augmentent leurs capacités personnelles, institutionnelles de collecte et de gestion de ressources en vue d'améliorer la qualité de leur vie de façon durable et équitable.

Discrimination fondée sur le Genre : Traitement différent des personnes selon le genre. Discrimination systématique et structurelle à l'égard des femmes en matière de répartition des revenus, d'accès aux ressources et de participation à la prise de décision. La discrimination systémique est l'enracinement de normes sociales, culturelles et physiques dans les processus et les pratiques d'une organisation. Elle se manifeste lorsqu'une organisation adopte des pratiques qui ont une incidence négative ou différenciée sur les femmes ou sur les hommes. Il y a discrimination structurelle lorsque le système de discrimination fondée sur le sexe d'une société est appliqué par des institutions publiques ou sociales. Ce type de discrimination devient plus enraciné s'il est maintenu par des règlements administratifs et des lois, plutôt que simplement par la coutume et la tradition.

Division du travail selon le genre : Système social global dans lequel les femmes et les hommes jouent des rôles séparés. Cette division n'est pas fondée sur les aptitudes, mais sur le genre des personnes. L'inégalité en matière de division du travail selon le sexe s'entend d'une situation où un genre porte le gros du fardeau du travail et où la répartition des récompenses est inégale selon le genre.

Données désagrégées selon le genre : Collecte de données et analyse des résultats selon le genre, c'est-à-dire des données sur le statut, les rôles socioéconomiques des différents groupes de femmes et d'hommes ou des données fondées sur les caractéristiques biologiques des femmes et des hommes.

Égalité entre les femmes et les hommes : Jouissance à part égale par les femmes et les hommes des biens, des chances, des ressources et des récompenses tenus en considération dans la société. Pour réaliser cette égalité, il faut modifier les pratiques institutionnelles et les relations sociales par lesquelles les disparités sont renforcées et alimentées.

Équité en matière de genre : Répartition équitable des avantages et des récompenses entre les hommes et les femmes.

Formation aux questions de genre : Fourniture d'un enseignement formel et de connaissances visant à accroître les aptitudes à l'analyse des sexo-spécificités et la sensibilisation aux questions de genre. Ces aptitudes sont mises à contribution pour la définition et le traitement des questions de genre dans la mise au point de programmes.

Genre : Personne de genre féminin ou masculin dans une société donnée. Mais aussi caractéristiques et chances sur les plans social, politique et culturel liées au statut d'homme ou de femme. Cette définition varie d'une société à l'autre ; elle est associée à une époque.

Indicateur de sensibilisation au genre : Chiffre, fait ou perception visant à indiquer à quel degré et de quelle façon un programme ou un projet de développement réalise les objectifs fixés et enregistre des résultats au plan de l'équité en matière de genre.

Indifférence aux sexo-spécificités : Inaptitude à reconnaître que les rôles et les responsabilités ne sont pas les mêmes pour les femmes et les hommes, par conséquent, à se rendre compte que les politiques, les programmes et les projets peuvent ne pas avoir la même incidence sur les femmes et sur les hommes.

Planification selon le genre : Formulation de stratégies spécifiques visant à donner des chances et des avantages égaux à la fois aux femmes et aux hommes.

Planification sensible au genre : Planification tenant compte de l'incidence que les politiques et les programmes ont sur les femmes et sur les hommes.

Point de vue tenant compte des sexo-spécificités : Perception des problèmes, des obstacles, des besoins, des intérêts et de leur importance relative du point de vue des femmes ou des hommes.

Politique : Répartition du pouvoir au double plan des ressources et de l'influence.

Prise en compte des questions de genre : Processus d'identification, de prise en compte intégrale et d'intégration des besoins et des intérêts des femmes et des hommes dans toutes les politiques, les stratégies, les programmes et les activités administratives et financières. Cela comprend la reconnaissance et l'examen des relations de collaboration et de conflit qui existent entre les femmes et les hommes. L'analyse des sexo-spécificités est utilisée par les intervenants du domaine du développement pour cerner les opportunités et les obstacles pour chaque genre et pour déterminer si les politiques et les programmes mis en œuvre offrent des chances égales aux femmes et aux hommes. La prise en compte des questions de genre vise également à faire participer les femmes, dans la plus grande mesure possible, au processus de décision concernant le développement.

Question de genre : Cas d'inégalité reconnu injuste. Le fait que le taux d'analphabétisme des femmes est plus élevé que celui des hommes est une question de genre qui devrait être prise en compte dans un projet exigeant des aptitudes de lecture et d'écriture. Autres exemples : les mutilations génitales féminines, la violence faite aux femmes, la discrimination à l'endroit des hommes dans les services de planning familial, etc.

Renforcement d'autonomie : Prise en main de sa propre vie par des choix étendus. Ce processus englobe l'autonomie et la confiance en soi ; il est lié de fa-

çon intrinsèque à la connaissance et à l'aptitude de se faire entendre. C'est une fonction de l'initiative personnelle que favorise l'évolution des institutions.

Rôle selon le genre : Système social, plutôt que biologique, de classification des rôles. Exemple : si l'éducation des enfants est classée comme un rôle réservé aux femmes, cela devient un rôle selon le genre, et non un rôle assumé par une personne de sexe féminin. L'éducation des enfants peut être assurée également par les hommes et par les femmes. Le rôle selon le genre s'oppose au rôle selon le sexe, qui ne peut pas être assumé indifféremment par les hommes et par les femmes.

Sensibilisation aux questions de genre : Reconnaissance des différences qui existent au niveau des intérêts, des besoins et des rôles des femmes et des hommes dans la société et de la façon dont cela donne lieu à des disparités au niveau du pouvoir, du statut et des privilèges. Aussi, aptitude à cerner les problèmes provoqués par l'inégalité et la discrimination fondées sur le genre.

Sensibilité aux questions de genre : Aptitude à reconnaître les besoins des femmes et des hommes ainsi que les obstacles auxquels ils font face. Il s'agit aussi de la capacité à reconnaître la différence entre leurs perceptions et leurs intérêts tenant à leur statut différent dans la société.

Sexe : Caractéristique biologique de l'homme et de la femme.

Stéréotypie des rôles selon le genre : Présentation constante (dans les médias ou l'enseignement) des femmes et des hommes jouant certains rôles selon la division du travail et le comportement sanctionnés par la société.

Travail productif : Travail lié à la production de biens et services destinés au marché.

Annexe 2

Références bibliographiques

Banque africaine de Développement

- African Development Bank Group, Checklist for Gender Mainstreaming in Bank Funded Programs/Projects in Fragile States, July 2009.
- Banque africaine de Développement Termes de Référence du Consultant chargé de l'élaboration du Manuel de terrain - Projet de Développement communautaire et d'Appui aux Groupes vulnérables (PDCAGV) – février 2010.
- Banque africaine de Développement, Département régional Centre - Fonds africain de Développement, *Le VIH/Sida dans le secteur minier en RCA : Évaluation des facteurs de vulnérabilité*, Rapport d'Etude et Annexes, août 2008.
- Banque africaine de Développement, Fonds africain de Développement, Cellule d'exécution du Programme de Facilitation du Transport sur les corridors Douala-Bangui et Douala-N'Djamena - Volet FAD RCA, Rapport d'activités – 4^e trimestre 2009.
- COFACE, Country Risk Assessment and Rating Survey - Central African Republic / 2010
- Groupe de la Banque africaine de Développement, Pays : République centrafricaine Projet de Développement communautaire et d'Appui aux Groupes vulnérables (PDCAGV) - Rapport d'Evaluation de Projet (6 mars 2009).
- Ndiaye Boubacar, Multi-Country Demobilization and Reintegration Program – Dossier de Travail n° 2, *Au-delà de la démobilisation – Défis et opportunités pour une réforme du secteur de la sécurité en République Centrafricaine*, mai 2007.
- OCCC – BAD, *Note de Dialogue 2005-2006 sur la RCA*, janvier 2006.
- ORCE - BAD, AFCCM – Banque mondiale, *RCA : Document de Stratégie de Partenariat Pays Conjointe (DSPPC) 2009-2012 du Groupe de la Banque africaine de Développement et du Groupe de la Banque mondiale*, 30 juin 2009.
- OSAN – BAD, *Profil Genre par Pays ANGOLA*, 28 septembre 2008
- OSHD – BAD, *Profil Genre par Pays GHANA*, 4 décembre 2008.
- OSHD – BAD, *Profil Genre par Pays RWANDA*, 24 décembre 2008.
- OSUS – BAD, *Profil Genre par Pays COMORES*, décembre 2009.
- UGPOA – BAD, *Plan d'Action actualisé sur l'égalité de genre de la Banque*, juin 2009.
- Unité des États fragiles (OSFU), Vice-présidence, Opérations sectorielles, Stratégie d'engagement accru dans les États fragiles, 29 janvier 2008.

République Centrafricaine (RCA)

- Banque mondiale, Département pour le Développement Humain de la Région Afrique, *Le système éducatif centrafricain. Contraintes et marges de manœuvre pour la reconstruction du système éducatif dans la perspective de la réduction de la pauvreté* [Document de travail de la Banque mondiale n° 144], Washington DC, 2008.

BINUCA, *Gender Perspectives in BINUCA's Activities Report*, janvier 2008 - septembre 2009.

Décret n° 09-433 portant nomination des Présidents et Membres des délégations spéciales auprès des communes (Toutes les communes sauf Bangui).

FAO, *Cadre national des Priorités à moyen terme de la FAO en RCA (NMTPF) 2009-2013*, février 2009.

Gouvernement centrafricain, Assemblée nationale, *Code de la Famille*, 1997.

Gouvernement centrafricain, Assemblée nationale, *Loi 06 005 BANGAYASSI relative à la Santé de Reproduction*, 20 juin 2006.

Gouvernement centrafricain, Assemblée nationale, *Loi 06 032 portant protection de la femme contre les violences en RCA*, 15 décembre 2006.

IFAD, *Country Fiches 27+ Priority Countries identified by the High Level Task Force on the Global Food Crisis (HLTF)*, September 2009.

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, *Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2008-2010*.

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2003)*

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Université de Bangui, LACCEG / Département de Géographie, *Atlas de la République centrafricaine (estimations à partir des données du RGPH 2003)*, 2008.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, *Bi Annuaire des statistiques de l'éducation 2006-2007 et 2007-2008*.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, *Statistiques de l'Éducation 2008-2009*.

Ministère de la Santé publique et de la Population, Ministère de la Famille, des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, *Accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale – Plan Opérationnel 2004-2015*, juillet 2004.

Ministère de la Santé publique et de la Population, Plan national de Développement sanitaire 2006-2015.

Ministère de la Santé publique et de la Population, *Politique nationale de la Santé de la Reproduction*, octobre 2003.

Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille, *Politique nationale de Promotion de l'Égalité et de l'Équité – RCA*, novembre 2005.

Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille, *Plan d'Actions de la Politique nationale de Genre*, 2007.

Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille / CNLPN/OMS, *Plan d'action de lutte contre les pratiques néfastes, les violences basées sur le genre, et les violences sexuelles 2007-2011*, avril 2007.

Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, Direction des Études et des Affaires juridiques, *Les réalisations du ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique*.

Ministère du Développement rural et de l'Agriculture, *Document de Stratégie de Développement rural et Sécurité alimentaire*, décembre 2009.

Ministère du Développement rural et de l'Agriculture, *États généraux sur le Développement rural, Bangui*.

- Ministère du Développement rural et de l'Agriculture, *Rapport général des Assises nationales EGDR et Recommandations*.
- Ministère du Plan et de la Coopération internationale, ICASEE, *Analyse globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)*, mai-juin 2009.
- Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Institut centrafricain des Statistiques, et des Etudes économiques et sociales, *Suivi de la Situation des Enfants et des Femmes, MICS -3 Résultats de l'enquête à indicateurs multiples couplée avec la sérologie VIH et anémie en RCA 2006*, Rapport préliminaire, Bangui, Novembre 2007.
- Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Institut centrafricain des Statistiques, et des Etudes économiques et sociales • *MICS3 – Violences domestiques en RCA*, novembre 2007.
- Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Institut centrafricain des Statistiques, et des Etudes économiques et sociales • *MICS 3 - Sérologie du VIH & Sida en RCA*, novembre 2007.
- Nations Unies, Conseil de sécurité Résolution 1888 du Conseil de Sécurité de l'ONU, 30 septembre 2009.
- Nations Unies, Conseil de sécurité Résolution 1889 du Conseil de Sécurité de l'ONU, 5 octobre 2009.
- Nations Unies, Conseil de sécurité, Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU, 31 octobre 2000.
- Nations Unies, Conseil de sécurité, Résolution 1820 du Conseil de Sécurité de l'ONU, 19 juin 2008.
- PNUD, *Profil de la pauvreté en RCA en 2008 – Diagnostic à partir des résultats de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Evaluation du Bien-Être (ECASEB 2008) / ICASEES*.
- PNUD, *Rapports mondiaux sur le Développement humain – 2007 - PNUD, Rapport de Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en RCA*, Bangui, juin 2007.
- Programme de Coopération OMS/RCA, *Evaluation de la mise en œuvre du Plan de travail 2008-2009*, décembre 2009.
- Rapport de la consultation en matière de Relecture du Code de la Famille, Bangui, janvier 2009.
- Rapport de mission pour le PNUD, *Élaboration et Évaluation du coût des stratégies pour l'atteinte de la Cible 2 de l'Objectif 1 des OMD en Centrafrique en 2015*, septembre 2007.
- RCA & OMS, *Rapport national sur l'Evaluation de la mise en œuvre du Plan d'action régional pour accélérer l'élimination des mutilations génitales féminines en République Centrafricaine*, juillet 2008.
- Secrétariat technique national chargé du DSRP, *Rapport de l'Enquête centrafricaine pour le Suivi Evaluation du Bien-Etre (ECASEB) de 2008*, 2008.
- Secrétariat technique permanent du Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), *Profil de pauvreté en milieu rural (Enquête sur les Conditions de Vie en milieu rural – ECVR - 2003) Draft 0*. Secrétariat technique permanent du Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), *Profil de pauvreté en milieu urbain (Enquête sur les Conditions de Vie en milieu rural – ECVR - 2003)*.
- Système des Nations unies en République centrafricaine, *Revue de l'UNDAF 2004-2006 – Orientations stratégiques 2007-2011*, janvier 2006.

- Système éducatif centrafricain (RESEN). Contraintes et marges de manœuvre pour la reconstruction du système éducatif dans la perspective de la réduction de la pauvreté [SPO/CF/2007/ED/PI/1], Yaoundé, février 2007, 239 p.
- Unesco, Bureau sous régional de l'UNESCO à Yaoundé, Eléments de Diagnostic du Système éducatif centrafricain (RESEN). Contraintes et marges de manœuvre pour la reconstruction du système éducatif dans la perspective de la réduction de la pauvreté [SPO/CF/2007/ED/PI/1], Yaoundé, février 2007, 239 p.
- UNICEF, *Analyse de la situation des enfants et des femmes : droit à la participation de l'enfant et de la femme, droit à la protection contre le VIH/Sida et sa prévention*, 2009.
- UNICEF, *Gender Mainstreaming in Emergencies – Pilot Project UNICEF Central African Republic Country Office Analysis & Interventions*, November 2008.
- UNICEF, P. Feleima Moheresse, *Analyse du statut et des besoins de l'enfant et de la famille en RCA*, 2006.
- UNICEF, *Rapport d'étude genre des manifestations et causes de disparités dans le secteur éducatif fondamental 1*, 2009.

Annexe 3. Les recommandations suite à l'élaboration du PGP de la RCA

Recommandations à l'attention du gouvernement centrafricain			
<i>Recommandations</i>	<i>Entités responsables</i>	<i>date préconisée</i>	<i>Observation</i>
Renforcer le ministère chargé du Genre, pour piloter la PNPEE et le plan d'actions	Gouvernement centrafricain	Après les élections de 2011	Cette structure doit disposer des moyens nécessaires et d'une marge de manœuvre efficace pour la promotion du genre en RCA
Formaliser par un acte ministériel la désignation de tous les points focaux genre chargés de veiller à la prise en compte de la dimension du genre dans toutes les interventions de développement menées en RCA au niveau de leurs départements respectifs.	Gouvernement centrafricain	Après les élections de 2010	Le mécanisme de coordination des points focaux genre des différents ministères appliquera une grille de vérification du genre aux programmes et projets de développement, aux phases d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation et leur accordera son 'agrément genre'
Soutenir les points focaux genre nommés	Gouvernement centrafricain Ministère du Genre	Fin 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à leur disposition des moyens nécessaires pour leur mission - Une latitude sera laissée à chaque ministère de renforcer le PFG avec la création d'une cellule genre, si le besoin se fait sentir
Redynamiser le comité sectoriel « Égalité de genre et réduction de la pauvreté »	Gouvernement centrafricain, ministère du Genre	Fin 2010	Application effective de la formalisation de son mandat, ses objectifs, son mode de fonctionnement et ses relations fonctionnelles avec les différents ministères (Cf. arrêtés du Premier ministre)

Renforcer les capacités nationales en matière de genre : plan et programme de formation, outils de prise en compte de la dimension genre dans chaque secteur, recyclage, formations en cascade, sensibilisation de masse en genre	Ministère du Genre	Fin 2010	En collaboration avec la société civile (associations féminines) et les partenaires au développement
Instituer au niveau national, le suivi sensible au genre et le suivi du genre, ainsi que la budgétisation selon le genre, avec les formations correspondantes	Ministère chargé du Genre ; Ministère des Finances et du Budget Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale	Fin 2010	En collaboration avec l'ICASEES et d'autres structures nationales appropriées
Actualiser la PNPEE et son Plan d'actions, redéfinir les priorités et les mettre en œuvre, en tenant compte des moyens disponibles au niveau national par le biais des partenaires au développement	Ministère chargé du Genre et comité sectoriel 'égalité de genre et réduction de la pauvreté' - PFG	2011	En collaboration avec la société civile (associations féminines) et les partenaires au développement
Mettre en place un service spécifique pour l'entrepreneuriat et l'emploi féminins	Gouvernement centrafricain Ministère en charge du Secteur privé	2011	<ul style="list-style-type: none"> - Le doter des ressources nécessaires - En collaboration avec le guichet unique des formalités pour les entreprises et les institutions de micro finance - Professionnalisation des femmes dans l'agriculture - En collaboration avec le comité sectoriel « Égalité de genre et réduction de la pauvreté »

Accélérer le processus de relecture et de révision effective du Code de la Famille Élaborer et mettre en œuvre un plan de communication / vulgarisation du Code de la Famille, des stratégies et des plans d'actions + suivi	Gouvernement centrafricain Ministère de la Justice Ministère du Genre Ministère de la Communication	2010	- Mise en cohérence avec les conventions internationales ratifiées par la RCA et les autres lois sur l'égalité entre hommes et femmes, et la protection de la femme - En collaboration avec la société civile (associations féminines), les partenaires au développement, les media
Conduire une enquête nationale sur la violence basée sur le genre en RCA en prenant aussi en compte le volet harcèlement sexuel dans tous les milieux. Formation/sensibilisation en genre, et lutte contre la VBG pour les différentes institutions, le personnel judiciaire (magistrats et police judiciaire), les organisations de la société civile, et les associations féminines, les responsables coutumiers et religieux...	Gouvernement centrafricain Ministère de la Justice Ministère du Genre	2011	En collaboration avec la société civile (associations féminines), les partenaires au développement, les media
Application des textes de lois conformes aux conventions internationales ratifiées par la RCA et du principe général de droit sur l'égalité femme/homme	Gouvernement centrafricain Ministère de la Justice Ministère du Genre	À partir de 2011	En collaboration avec la société civile (associations féminines), les partenaires au développement, les responsables coutumiers et religieux
Adopter un texte de loi instituant le système de quota féminin pour les postes nominatifs et électifs	Gouvernement centrafricain Ministère du Genre	À partir de 2011	Amélioration de la représentation féminine dans les instances de décision
Face aux « pesanteurs socioculturelles », intégrer la dimension genre dans le système éducatif centrafricain	Gouvernement centrafricain Ministère du Genre Ministère de l'Éducation	À partir de la mise en place du ministère du Genre	- Priorité à l'accès et au maintien des filles à l'école - Insérer dans les programmes, les curricula et les livres scolaires le thème transversal du genre - Formations en genre pour les 'maîtres – parents' et les instituteurs

Revoir le système éducatif centrafricain dans son ensemble, dans le sens de la réduction des inégalités de genre en lien avec la pauvreté	Gouvernement centrafricain ministère du Genre, Ministère de l'Education	À partir de la mise en place du ministère du Genre	Intégration du genre au niveau des communautés de base
Sensibiliser les parents, les chefs coutumiers, les leaders d'opinion...en faveur de l'éducation en général, et de celle des filles en particulier, et l'abandon des mariages précoces	Gouvernement centrafricain Ministère de l'Education Ministère du Genre Ministère de la Communication	À partir de la mise en place du Ministère du Genre	- Sensibiliser ceux qui ont le pouvoir de décider ou d'influencer la communauté : surtout les pères et les chefs traditionnels - En collaboration avec la société civile (associations féminines), les partenaires au développement, les media
Alphabétisation des femmes centrafricaines	Ministère de l'Education Ministère du Genre	À partir de la mise en place du ministère du Genre	En collaboration avec la société civile (associations féminines), les partenaires au développement

Recommandations à l'attention de la Banque africaine de Développement			
<i>Recommandations</i>	<i>Entités responsables</i>	<i>Date préconisée</i>	<i>Observation</i>
Mettre à la disposition du gouvernement une expertise technique pour appuyer le ministère du Genre	Responsables au niveau de la BAD Expert de la BAD	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	<ul style="list-style-type: none"> - Outils de pilotage et de gestion de la PNPEE et de son plan d'actions actualisés - Grille de vérification du genre dans le cycle de projet - Mécanisme national de suivi- évaluation du genre et selon le genre - Outils pour le budget sensible au genre
Aider au renforcement des capacités du personnel des institutions étatiques en matière de genre, de planification, suivi évaluation du genre et selon le genre, de budgétisation selon le genre	Responsables au niveau de la BAD Expert de la BAD	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	Constitution de personnes ressources en genre au niveau national
Renforcer les départements ministériels en charge des statistiques et du suivi évaluation	Responsables au niveau de la BAD Expert de la BAD	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	Disponibilité et fiabilité des données par secteur et désagrégées selon le genre
Identifier et appuyer la mise en œuvre de projets économiques destinés aux femmes, en particulier dans le secteur agricole	Responsables au niveau de la BAD Cadres des projets	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du pouvoir économique des femmes rurales - Amélioration du rendement et sécurisation alimentaire
Appuyer la structuration des femmes rurales en groupements et faciliter leur accès aux moyens de production et au « micro crédit avec éducation »	Responsables au niveau de la BAD Cadres des projets	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du pouvoir économique des femmes rurales - Amélioration du rendement et sécurisation alimentaire - Réduction de la pénibilité des tâches

Appuyer la mise en œuvre de projets communautaires recrutant des femmes pour des travaux (par exemple en Haute Intensité de main-d'œuvre) ou établissant un quota de membres féminins dans les structures de gestion communautaire	Responsables au niveau de la BAD Cadres des projets	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	- Opportunités économiques pour les femmes - Participation des femmes à la gestion communautaire
Appuyer l'apprentissage et la mise en pratique de nouveaux métiers pour les femmes (artisanat amélioré)	Responsables au niveau de la BAD Cadres des projets	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	- Renforcement du pouvoir économique des femmes - Professionnalisation des femmes
Appuyer le département de l'entrepreneuriat et de l'emploi féminins, en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégie(s) pour le renforcement du pouvoir économique des femmes centrafricaines et pour contribuer à la sécurisation alimentaire de la RCA	Responsables au niveau de la BAD Expert de la BAD	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	- Renforcement du pouvoir économique des femmes - Amélioration des conditions de vie des ménages
Aider à la diffusion de technologies appropriées permettant de diminuer la pénibilité du travail des femmes et d'étendre leurs activités génératrices de revenus (par exemple énergie solaire)	Responsables au niveau de la BAD Cadres des projets	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	- Allègement des tâches féminines - Accès des femmes à la technologie
Prévoir en accompagnement aux projets, un volet « alphabétisation et renforcement de capacités » des femmes	Responsables au niveau de la BAD Cadres des projets	À partir de la convention de partenariat entre la RCA et la BAD - FEF	- Optimiser l'impact des activités d'appui en faveur des femmes - Faciliter leur accès et participation aux instances de gestion communautaire, pour une plus grande représentativité des femmes dès ce niveau.

Recommandations à l'attention des acteurs de développement en RCA			
<i>Recommandations</i>	<i>Entités responsables</i>	<i>Date préconisée</i>	<i>Observation</i>
Contribuer à l'actualisation et à la mise en œuvre de la PNPEE et de son Plan d'action	Société civile, associations féminines, organismes d'appui et partenaires au développement	À partir de la mise en place du ministère du Genre	- Redéfinition participative des priorités et coordination des actions - Répartition des tâches et responsabilisation de chaque acteur
Collaborer pour la mise en place et l'opérationnalisation d'un système national de suivi évaluation du genre	Société civile, associations féminines, organismes d'appui et partenaires au développement	À partir de la mise en place du ministère du Genre	- Collecte des statistiques désagrégées par genre et alimentation de la base de données nationale - Suivi des indicateurs du genre et sensibles au genre
Contribuer à la réalisation d'une étude pour faire l'état des lieux sur la VBG en RCA et en déduire de manière participative, une stratégie nationale pour lutter contre les violences à l'égard des femmes	Société civile, associations féminines, organismes d'appui et partenaires au développement	À partir de la mise en place du ministère du Genre	Mobiliser tous les moyens pour la mise en œuvre de la stratégie nationale (ressources humaines, moyens matériels, financiers, mesures administratives et juridiques...) ;
Impliquer systématiquement l'homme et la femme dans la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes	Société civile, associations féminines, organismes d'appui et partenaires au développement	À partir de la mise en place du ministère du Genre	Plan d'actions de chaque entité suivi par le ministère chargé du Genre

Annexe 4. Listes des personnes rencontrées par la mission et leurs coordonnées

Organisations de la Société civile

<i>Nom /Prénom</i>	<i>Titre</i>	<i>Organisation</i>	<i>Téléphone</i>	<i>Email</i>
TANGA – Arlette	TGA	Femmes chrétiennes catholiques	75 04 50 17	
ADJA SILLA	Président	ATAOBA	75 20 21 12	
DEJEAN Joséphine	Présidente	AFAC	75 50 17 14	
OUAMBOU Augustine	SGA	Réseau des Femmes Croyantes Médiatrices de la Paix	75 05 17 41	
BOKOUTOU Antoinette	Membre	Eveil des Femmes de Bimbo	77 06 5113	
SENEGAY Elisa	Membre	Parfum d'Afrique		
OROFIO Antoinette	Membre	Parfum d'Afrique	77 06 51 13	
BOSSION Madeleine		ASSOMAC		
TCHOMBEGO Marie Colette	Présidente	Action pour la lutte contre la violence et la pauvreté	75 50 21 01	
NAMBEAM Anne Rose	Présidente	Femmes croyantes	75 54 48 64	
NGADDA Monique	TGA	AFCSD		
ISSA Henriette	V. P Arrondissement	OFCA		
GOTCHANGA J Marcelle	S. G. Bureau national	OFCA	75 03 98 10	gotchjm@yahoo.fr
GRENNGBO Anne	D. C. Bureau national	OFCA	75 03 69 76	

REDEBALE Antoinette	Présidente 4 ^e Arrondissement	OFCA	77 06 78 27	
KPEKO Lucienne	Présidente 7 ^e Arrond.	OFCA	75 03 97 18	
NDODET Brigitte	Présidente	AFERSE	72 71 03 36	
TOUASSENE	Présidente 8 ^e Arrond.	Koli Ouali Gara		
KONGO Fancy	SG	G23	75 57 56 23	kongofancy@yahoo.fr
OUANGO NDAKALA Bernice	SGA	G23	75 03 69 08	ouandaber@yahoo.fr
MAMBA IBINGUI Marie Justine	Présidente	G 23	75 50 56 29	mariemamba@yahoo.fr
MOKODOPO Eliane	Déléguée au Programme et aux projets	REFAMP	75 50 17 52	bmokodopo@yahoo.fr
SONGUELEMA Marie Blaindine	Présidente	Association des Femmes Juristes	75 03 33 04	sbyblaindine@yahoo.fr
FORNEL POUTOU Nadia Carine	Secrétaire générale	Association des Femmes Juristes	75 50 31 23	Forne_poutou@hotmail.com

Comité sectoriel « Genre et Réduction de la Pauvreté »

Nom /Prénom	Titre	Structure	Téléphone	Email
MBISSA Albertine Agoundoukoua	Point focal Genre	Min. de la Communication	75.20.44.10	mbissabetty@yahoo.fr
FEIGANAZOUI Rosalie Monique NALI	Resp. Point focal Genre DGPF	Min. de la Santé Min. des Affaires sociales	75.23.39.38 75.04.75.31	
NDAOULE Elisabeth	Point focal Genre	Min. de l'Agriculture et de l'Elevage	75.54.63.30	ndaoule@yahoo.fr

NGBANDI TE MBOMBATE Eugène	Point focal Genre	Min. de la Justice	75..04.25.22	fungoulanis- sa@yahoo.fr
NGAORO DEALI Blandine Paulette	Point focal Genre	Min. de l'Environnement Ecologie	75.50.40.71	bptol@yahoo.fr
POUNIBINGUI Irène	Point focal Genre	Min. du Plan	70.80.97.11	Irène.pounoubingui miniplan-rca.org
DOYAME-NGAZZIT Pierre	Point focal Genre	Min. du Tourisme	75.50.02.92	
DZACKENDO Lévy	Point focal Genre	Min. de l'Équipement	75.53.74.18	dzakendo@yahoo.fr
KOULOUNGOU Moïse	Point focal Genre	Min. du Transport et de l'Aviation civile	70.01.52.44 75.03.54.98.	koulougou- moïse@yahoo.fr
CONDOMAT Claire	Point focal Genre	Min. des Affaires sociales	75/03.48.08	
TOUABENA Charlotte	Point focal Genre	ONG CIAF/RCA	75.50.65.10	Chantal- touabena@yahoo.fr
GOTCHANGA Marcelle J	Point focal Genre	OFCA.	75.03.98.10	gotchanga@yahoo.fr
OUANGBANGA Albertine	Point focal Genre	CIFAD	75.50.86.43	E-mail cmcc ban- gui@yahoo.fr
RAMADAN Marguerite	Point focal Genre	Conseillère à la Primature	75.04.37..08	Marguerite rama- dan@yahoo.fr
GAUDEUILLE Anastasie	Point focal Genre	Chambre de Commerce	75.05.22.43	anagauden@yahoo.fr
NGABA Marietta	Point focal Genre	Administration du Territoire et de la Décentralisation	75.03.31.95	

ZIORO Félicité	Point focal Genre	Min. du Commerce et de l'Industrie	75.05.90.59	fzioro@yahoo.fr
NANGBENGBA Alexis		Min. des Mines	75.11.76.79	alexisnangbengba@yahoo.fr
Lucile MAZANGUE	Point focal Genre	Association des Femmes juristes (AFJC)	75.59.88.47	lucilemaza@yahoo.fr
Cyprien MANGUELET	Point focal Genre	Min. des Affaires sociales	75.05.80.19 70.94.96.89	
NAMBOKINENA Yolande	Point focal Genre	Min. des Affaires sociales	70.02.63.21	Kina73@yahoo.fr
TONGBA Béatrice Olive	Point focal Genre	Min. des Affaires sociales	75.03.38.24	
DARI Etienne	Point focal Genre	Min. des Affaires sociales	70.02.72.36	etiennedari@yahoo.fr
OUANDO-ABERET Marie Josée	Point focal Genre	Min. des Affaires sociales	75.04.59.35	ouando@yahoo.fr

Coordonnateurs des projets de la BAD

SIMBARAKIYE Evariste	Coordonnateur national	PDCAGV MASSNF	75.14.19.53	Simbarakiye2008@yahoo.fr
NAMNGUAI Philémon	Coordonnateur national	BAD / Min. du Transport	75 50 49 83	ng_philemon@yahoo.fr

BINUCA

BOUTCHUE Isidore	Chef de section Genre	BINUCA		
------------------	-----------------------	--------	--	--

FNUAP

ZEBA Thérèse	Représentant Résident du FNUAP	FNUAP	21 61 77 07	zeba@unfpa.org
GOULA Raymond				
BUSHAYIJA Jeanne	Consultante internationale	FNUAP	70 20 07 22	bushayija@unfpa.org
EWANGO	Assistant Représentant	FNUAP		

OMS

Dr SEPOU YANZA	Chargée de Programme ATD	OMS	75 50 58 86	sepoum@cf.afro.who.int
DIBERT Augustin	Chargé de Communication et de Promotion de la Santé	OMS	75 20 71 81	dibera@cf.afro.who.int
	Assistant statistique	UNESCO	75.73.58.38	Adam.bichara@gmail.com

UNICEF

AMOKOMAYEN Marie Chantal	Administrateur Protection Femmes et Enfants	UNICEF	75 50 06 96	
--------------------------	---	--------	-------------	--

PNUD

DIARRA Bécaye	Economics Advisor	PNUD	75 50 12 49	becaye.diarra@undp.org
NDOTAH Christian A.	Chargé de Communication Point focal Genre	PNUD/UNIFEM	75 50 55 45	Christian.ndotah@undp.org

Groupe Thématique Genre

NDOTAH Christian A		PNUD		
BUSHAYIJA Jeanne		FNUAP		bushayija@unfpa.org
GOULA Raymond		FNUAP		
Julie BEDANI		FNUAP		
Marie Claire		BINUCA		
BOUTCHUE Isidore	Conseiller en Genre	BINUCA	21 61 70 98	boutchue@un.org
SEPOU YANZA		OMS		
AMOKOMAYEN Marie Chantal	Administrateur Adjoint du Projet Protection	UNICEF	61 28 50	mcamoko- mayen@unicef.org

Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Famille

DARI Etienne	Personnes ressources	Min. Affaires sociales	70 02 72 36 75 30 04 28	etienne@yahoo.fr
NA MBOKINENA Yolande	Personnes ressources	Min. des Affaires sociales	70 03 63 21	Kine73@yahoo.fr
TONGBA Béatrice Olive	Personnes ressources	Min. des Affaires sociales	75 03 38 84	
Cyprien Serge MANGUELET	Personnes ressources	Min. des Affaires sociales	75 05 80 19 70 94 96 89	cypman2001@yahoo.fr
OUANDO-YABERET Marie Josée	Point focal Mission BAD	Min. des Affaires sociales	75 04 59 35	mjouando@yahoo.fr
GONENDJI Marie Claude	Directrice générale des Aff. sociales	Min. des Affaires sociales	75 05 42 77	belegonendji@yahoo.fr
MBAGA Antoine Georges	Directeur de Cabinet	Min. des Affaires sociales	75 04 80 17	agonbanga@yahoo.fr
WALEGUE	DGFPSA	Min. des Affaires sociales	75 03 33 23	Jeanwalegue@yahoo.fr

CONDOMAT Claire		Min. des Affaires sociales	75 08 48 28	condamatge-mal@yahoo.fr
DJADA Emmanuel	Chargé de Mission	Min. des Affaires sociales	75 04 26 28	
NALI Monique	DGPF	Min. des Affaires sociales		

Ministère de l'Éducation nationale

KOYIT-DEBALLE Georgette Florence	CRESR	MENESR	75 54 10 88	gfadkoyit@gmail.Com
KINDA Edouard	Directeur Orientation	Min. de l'Éducation nationale	75 04 96 88	edouardkinda@yahoo.fr

Ministère du Développement rural et de l'Agriculture

DONGAI Isaac Blaise	Directeur des Etudes et de la Planification	Min. du Développement rural	70 07 59 20	dongaiblaise@yahoo.fr
NDAOULE Elisabeth	Point focal Genre	Min. du Développement rural	75 54 63 30	ndaoule@yahoo.fr
BISSAFIO Martin	Assistant du CS Planification	Min. du Développement rural	70 10 03 16	
DANGA Joseph	Coord. Secrétariat technique du DSRP	Min. du Développement rural	75 50 52 29	

Ministère des Mines

NAMBENGBA Alexis	Directeur des Affaires Juridiques Point focal Genre	Min. des Mines	70 12 02 82	alexisnambengbah@gmail.com
------------------	--	----------------	-------------	----------------------------

Ministère du Transport et ministère de l'Équipement

MANDJEKA Charles	Expert au CIPTED	Min. de l'Équipement	75 16 05 93	mandjekacharles@yahoo.fr
NGANAFEI Benoît	Directeur de Cabinet	Min. de l'Équipement	75 50 79 81	Benoît.nganafei@yahoo.fr

KOULOUNGOU Moïse	Expert en Transport de Surface Point focal Genre	Min. du Transport	70 01 52 44	kouloungou-moise@yahoo.fr
DZACKOUDO P. Lévy	Administrateur Civil Point focal Genre	Min. de l'Équipement		dzakoudo@yahoo.fr

Ministère de la Santé

Eugène SERDOUMA	Directeur de la Santé familiale et de la Population	Min. de la Santé publique et de la Population (MSPP)	50 40 52	serdouma@yahoo.fr
-----------------	---	--	----------	-------------------

Ministère de l'Environnement

GAHORO –DEALI Blandine Paulette	Directrice de la Planification environnementale	Min. de l'Environnement	75 50 40 74	bpdeali@yahoo.fr
---------------------------------	---	-------------------------	-------------	------------------

Ministère de la Justice

NGBANDI-TE-MBOMTE Eugène	Chef de Service de Gestion humaine Point focal Genre	Min. de la Justice	75 04 25 22	fungula-misse@yahoo.fr
--------------------------	---	--------------------	-------------	------------------------

Atelier de restitution des premières conclusions de l'étude pour l'élaboration du profil « genre » de la RCA 3 mars 2011				
<i>Nom / Prénom</i>	<i>Titre</i>	<i>Structure</i>	<i>Téléphone</i>	<i>Email</i>
Rosalie MOLOGBAMA KOUDOUGUERET	Consultante nationale	Mission BAD	75 50 73 78	rokoumol@yahoo.fr
ANDRIANAONITSOA Voni- fanja	Consultante internationale	Mission BAD		vonifan- ja_onitsoa@yahoo.fr
KOYIT-DEBALLE Georgette Florence	RENERS.CM.	Enseignement supérieur et Recherche	75 54 14 88	gfdkoy@gmail.com
DZACKONDO- PETOUTAPA Rémy	Adm. civil (Juriste).	Min. de l'Équipement	75 53 74 12	
Edwige O NGUELEBE	CN	CNLS	77 30 33 28	onguelebe@yahoo.fr
MALEBANDA Lucien	DEAP	MENSESR	75 50 18 02	Lugmelleban- da@yahoo.fr
GAMBI Jean Bruno	Rédacteur Agora		77 06 61 18	Jeanbru- no_gambi@yahoo.fr
FIONGAI OUENEZOU David	CSSIS	Ministère de la Santé	75 57 50 46	donezoui@yahoo.fr
GANDOKO Albert	DEPP	Eaux et Forêts	70 90 70 39	gandokouba@yahoo.fr
WALEGUE Jean	DGE.	Min. des Affaires sociales	75 03 33 23 72 50 33 23 21 61 39 57	jeanwalegue@yahoo.fr
SIMBARAKIYE Evariste	PDG/AGV Coordonateur	Min. des Affaires sociales	75 14 19 53	Simbara- kiya2008@yahoo.fr
POUNIBINGUI Irène	Point focal Genre	Min. du Plan	70 80 97 11	Irene.pounebingui@ minplan-rca.org
SIMBA Marc	Point focal Genre	Min. des Mines et des Eaux	75 20 99 28	marcsimba@yahoo.fr

BEYINA Chimène	Point focal Genre	Min. du Plan	75 02 62 77	chimenebeyina@yahoo.fr
SOMBUELEMA Marie Blandine	Présidente	AFJC	75 03 33 04	sbyblandine@yahoo.fr
REKESSY Robert	Point focal Genre	Min. de la Fonction publique	75 03 60 58	
NDOTAH Christian	I.A. Point focal Genre	UNIFEM/PNUD	75 50 55 45	Christian.ndotah@undp.org
Isabelle GUIANDO	Point focal Genre	OCDM	70 80 45 59	
GOUNINDJI Marie Claude	DGAS	Min. des Affaires sociales	75 05 42 77	belegonendji@yahoo.fr
ZITO NGO Brigitte	Point focal Genre	ONUSIDA	75 50 41 57	zitongo@onusida.org
MBOR TAPIA	Point focal Genre	UNICEF	73 29 93 05	mtdialo@unicef.org
YANOU Julien	Point focal Genre	Union des Coopératives minières	75 58 67 27	julienyanou@yahoo.fr
KOULOOUNGOU Moïse	Point focal Genre	Min. des Transports	70 01 52 44	Kouloungou-moise@yahoo.fr
OUANDO-YANDELET Marie Josée	Point focal Mission BAD	Min. des Affaires sociales	75 04 59 35	ouando@yahoo.fr
ZOCKO Louise Solange	CMPF	Min. des Affaires sociales /RSS	75 50 78 12	isolan-gezocko@yahoo.fr
Cyprien Serge MANGUELET		Min. des Affaires sociales	75 05 80 19 70 94 96 89	Cypmdz@yahoo.fr
Marie Julienne IBINGUI MAMBIA	Présidente	G23	75 50 56 29	mariemamba@yahoo.fr
DANGA Joseph	Cordonnatrice STP Dével. Rur. Sécurité alimentaire	Min. du Développement rural	75 50 52 29	dangajoseph@yahoo.fr

Jeanne BUSHAYIJA	Consultante en genre Développement	FNUAP	75 20 97 22	bushayija@unfpa.org
KAMBAGO Nadège	Ingénieur Service études	Min. des Mines.	75 03 78 06	dekambo@yahoo.fr
REDEBALE Antoinette	Présidente	OFCA 4 ^e arrondissement	77 06 78 27	
NAMBENGBA Alexis	Point focal genre	Min. des Mines	75 11 76 79	aleximamgbengba@gmail.com
NGBANDITE MBABANE Eugénie	Point focal	Min. de la Justice	75 04 25 22	
NGONDA Théophile	APPF/DGPF	Min. des Affaires sociales	75 03 45 22	

Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition (%) selon le groupe socioéconomique et le sexe du chef de ménage	31
Tableau 2. Répartition par sexe des cadres moyens et supérieurs	32
Tableau 3. Répartition selon le sexe et le statut juridique des unités économiques créées en 2009	32
Tableau 4. Taux brut et taux net de scolarisation en 2006-2007 & 2007-2008	39
Tableau 5. Évolution des effectifs des étudiants à l'Université de Bangui	40
Tableau 6. Représentation féminine dans les instances de décision publiques	47
Tableau 7. Représentation féminine dans le secteur de la Justice	48
Tableau 8. Représentation féminine dans les délégations spéciales des Communes	48
Tableau 9. Ressources énergétiques utilisées par les ménages pour la cuisson au niveau national et par milieu de résidence (pourcentage des ménages qui utilisent la ressource)	52

Encadré

Le contexte national relatif au genre : les défis à relever	29
---	----